



**HAL**  
open science

# L'éducation à l'image dans le cadre du pôle culturel du cinéma d'animation d'Annecy

Léo Pignaud

► **To cite this version:**

Léo Pignaud. L'éducation à l'image dans le cadre du pôle culturel du cinéma d'animation d'Annecy. Science politique. 2010. dumas-00826373

**HAL Id: dumas-00826373**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00826373>**

Submitted on 27 May 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Vous allez consulter un mémoire réalisé par un étudiant dans le cadre de sa scolarité à l'IEP de Grenoble. L'IEP ne pourra être tenu pour responsable des propos contenus dans ce travail.

En tant qu'oeuvre originale, ce mémoire relève du droit de la propriété intellectuelle et vous pouvez uniquement en faire une reproduction à titre privé, sous réserve de la mention d'origine.

---

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES  
BP 48 – 38040 GRENOBLE Cedex 9  
[www.iep-grenoble.fr](http://www.iep-grenoble.fr)

**UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE**

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Léo Pignaud

**L'ÉDUCATION À L'IMAGE DANS LE CADRE DU PÔLE  
CULTUREL DU CINÉMA D'ANIMATION D'ANNECY**

Mémoire professionnel de fin d'études  
CITIA, Cité de l'Image en mouvement d'Annecy



**Annecy2010**

Master 2 Politiques Publiques et changement social

Spécialité Direction de Projets Culturels

**2009/2010**

Sous la direction de Philippe Teillet



**UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE**

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Léo Pignaud

**L'ÉDUCATION À L'IMAGE DANS LE CADRE DU PÔLE  
CULTUREL DU CINÉMA D'ANIMATION D'ANNECY**

Mémoire professionnel de fin d'études  
CITIA, Cité de l'Image en mouvement d'Annecy



**Annecy2010**

Master 2 Politiques Publiques et changement social

Spécialité Direction de Projets Culturels

**2009/2010**

Sous la direction de Philippe Teillet

## Remerciements

Je tiens à remercier Monica Corbani, responsable du service Espaces Créateurs et Jeune Public à Citia, pour son accompagnement et sa confiance.

Merci également à toute l'équipe permanente de Citia, ainsi qu'aux nombreux stagiaires.

Merci aux professionnels qui ont accepté de répondre à mes questions :

Daniel Bouillot, délégué à l'action économique, à la formation et à la recherche à Citia. Martine Lepeltier, conseillère pédagogique départementale arts visuels à l'Inspection Académique de Haute-Savoie. Nadia Talah, directrice de l'Atelier AAA.

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>Partiel : Analyse territoriale et sectorielle du contexte de la structure Citia</b> .....	<b>10</b>
<b>Chapitre I. Territoire et politique culturelle</b> .....	<b>11</b>
Section I : Un territoire particulièrement développé .....	11
Section II : La politique culturelle locale.....	12
<b>Chapitre II. Le secteur de "l'image animée"</b> .....	<b>15</b>
Section I : Le cinéma historiquement ancré dans la culture française : un secteur fort et soutenu .....	15
Section II : L'industrie du cinéma d'animation en France .....	17
Section III : La situation locale du secteur de l'image animée .....	21
<b>Partiel II : Rapport sur la structure Citia et les missions de stage</b> .....	<b>27</b>
<b>Chapitre III. Citia, Cité de l'Image en mouvement d'Annecy</b> .....	<b>28</b>
Section I : Présentation de la structure et de son fonctionnement.....	28
Section II : Les différentes missions de Citia.....	31
<b>Chapitre IV. Mon stage au sein du service Espaces créateurs et jeune public</b> .....	<b>36</b>
Section I : Mission Work In Progress .....	36
Section II : Mission Education à l'image.....	39
<b>Partiel III : L'éducation à l'image à Annecy : enjeux de développement</b> .....	<b>43</b>
<b>Chapitre V. Etat des lieux de l'éducation à l'image à Annecy : histoire, développement et situation actuelle</b> .....	<b>44</b>
Section I : Le développement d'une action forte dans le domaine de l'Education Artistique et Culturelle.....	44
Section II : L'apport du pôle culturel dans le développement d'une action d'éducation à l'image .....	47
Section III : L'éducation à l'image à Annecy : un fort potentiel mais un développement difficile .....	50
<b>Chapitre VI. Les enjeux de l'éducation à l'image en Haute-Savoie : comment pérenniser et développer une démarche d'éducation artistique et culturelle sur un territoire ?</b> .....	<b>54</b>
Section I : L'intérêt particulier de l'animation dans une démarche d'éducation à l'image : se saisir d'un potentiel pour dépasser la simple initiation à l'art .....	54
Section II : Comment pérenniser et développer les actions mises en places en utilisant la dynamique existante sur le territoire annecien ? .....	58
<b>Conclusion</b> .....	<b>62</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>66</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>69</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>71</b>

# Introduction

Le Festival international du film d'animation d'Annecy a cette année 50 ans. Historiquement ancré dans le paysage culturel français, le festival est aujourd'hui devenu un événement mondial pour les professionnels et passionnés du cinéma d'animation. Sa création remonte à 1956, où avant même la première édition annecienne, le Ciné-club d'Annecy – un des plus importants de France à l'époque – propose avec Pierre Barbin, directeur de l'Association de distribution du film, une programmation de films d'animation lors du festival de Cannes. En 1960, afin de pouvoir se développer et prendre l'importance que Cannes ne lui laisse pas acquérir, les Journées Internationales du Cinéma d'Animation (JICA) prennent place à Annecy pour leur première édition. Deux directeurs se succèdent jusqu'en 1982 à la tête de cette biennale, Pierre Barbin et Raymond Mallet. Cette première période voit Annecy devenir un festival de cinéma d'auteur, exigeant et centré sur le court-métrage. L'organisation du festival reste basée à Paris et on lui reproche d'avoir enfermé l'événement dans une bulle élitiste.

En 1982, les bureaux s'installent à Annecy avec la création du centre culturel de Bonlieu. Le nouveau directeur, Jean-Luc Xiberras, met en place une nouvelle stratégie de développement. Le nombre de salles et de films programmés augmentent, la sélection s'ouvre à de nouvelles formes audiovisuelles du film d'animation – films de télévision et de commande. En 1984, l'association des JICA devient le Centre International du Cinéma d'Animation (CICA), tout en gardant le statut associatif. L'année suivante, le CICA met en place le Marché du Film dans le but de devenir un événement incontournable pour l'ensemble des professionnels de l'animation dans le monde. Cette période va donc donner une nouvelle orientation à ce festival autrefois centré sur lui-même. Ce dernier s'ouvre réellement à l'international et aux professionnels. En développant sa programmation et ses actions autour de nouvelles formes de productions, Annecy s'adapte à la réalité de cette industrie culturelle et devient progressivement un événement majeur pour l'ensemble du secteur.

A la fin des années 1990, le festival enrichit ses actions avec la mise en place des Carrefours de la Création, événement professionnel visant à favoriser la rencontre, l'échange et la naissance de projets. Le festival devient annuel, le nombre de films projetés augmente et



on y accueille de plus en plus de spectateurs et professionnels<sup>1</sup>. Tiziana Loschi prend la direction de l'événement en 1999, et la direction artistique est confiée à Serge Bromberg. Annecy est alors le second festival de cinéma en France, après Cannes, duquel il se démarque en jouant sur une certaine convivialité : le festival est devenu un événement simple et agréable, ouvert sur l'ensemble des productions, réunissant blockbusters, films d'auteurs renommés ou nouveaux talents de tous pays. En 2010, à l'occasion de sa 34<sup>ème</sup> édition et de ses 50 ans, le Festival international du film d'animation a accueilli 7 300 accrédités et enregistré au total 150 000 entrées, affichant ainsi une fréquentation record, en augmentation de 10% sur l'année précédente. Le festival continue à prendre de l'ampleur et à s'imposer comme l'événement mondial du cinéma d'animation, mais tente aujourd'hui également de s'ouvrir davantage au grand public et à la population annecienne.

Au début des années 2000, Annecy est donc devenu un événement largement tourné vers l'industrie culturelle du cinéma d'animation. C'est avec cette histoire et dans ce contexte que naît la volonté pour l'association CICA d'apporter son soutien à cette industrie culturelle, mais également de mener différentes actions en faveur du développement de l'animation sur le territoire annecien. De 2002 à 2006 se met en place Citia, un Etablissement Public de Coopération Culturelle qui regroupera le CICA et l'association PUMMA, une structure travaillant sur le multimédia en Haute-Savoie. Citia, la Cité de l'Image en mouvement d'Annecy, a pour vocation de permettre l'apparition d'un pôle culturel et économique autour du cinéma d'animation et du multimédia.

A partir de 2006, différentes actions sont mises en place pour créer une politique globale de soutien autour de trois axes : la culture, l'économie et la formation/recherche. Soutien aux acteurs économiques du territoire, pépinière d'entreprises, mise en place de formations supérieures, éducation à l'image, exposition, etc.

L'apparition de ce pôle culturel de l'animation et du multimédia à Annecy n'est pas un cas isolé. En France, de nombreux pôles sont développés sur un territoire précis et autour d'un secteur artistique donné. Ces politiques de soutien global à un secteur sont souvent mises en place, comme c'est le cas à Annecy, dans le but de poursuivre l'action d'un grand événement artistique et culturel. Nous prendrons parmi tant d'autres les exemples de l'art de rue à Chalon-sur-Saône ou de la photographie à Arles. De même, ces pôles sont souvent

---

<sup>1</sup> Les chiffres en 2000 : 1 092 films inscrits, 279 films en sélection officielle, 7 écrans, 5 300 accréditations, 110 000 spectateurs, 670 sociétés inscrites au Mifa

développés autour de secteurs artistiques liés à des industries culturelles, à l'image de l'animation à Annecy, liée au cinéma, et de la bande dessinée à Angoulême, liée à l'édition.

Mais comment définir clairement ce qu'est un pôle culturel ? L'idée d'un pôle – puisqu'il s'agit en aucun cas d'une structure juridique et donc d'une réalité administrative – peut venir d'une volonté politique ou associative, et donc d'un discours d'un ou plusieurs acteurs sur le pôle local. Mais ce dernier peut également être observé lorsque il existe une dynamique autour d'un secteur artistique précis, lorsqu'un ensemble d'acteurs d'un territoire – collectivités territoriales, acteurs associatifs ou autres acteurs culturels – développent, de manière plus ou moins concertée, un ensemble d'actions variées permettant le soutien et le développement de ce secteur.

Devant l'absence de définition précise d'un pôle artistique et culturel, il est légitime de se questionner sur l'intérêt d'une telle mise en place, ou en tout cas d'utiliser cette notion dans un projet et un discours. L'intérêt est-il de permettre l'identification claire d'un ensemble d'actions protéiformes, réunies au sein d'un même projet global ? Et l'intérêt pour l'action culturelle est-il d'identifier ou de faire naître une dynamique générale due à la multiplication des acteurs, des échanges et donc des initiatives ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous nous centrerons sur l'observation du pôle culturel d'Annecy autour de l'animation et de ses effets sur les différentes actions développées.

L'existence de ce pôle, porté en grande partie – dans les faits et les discours – par Citia, a apporté un grand intérêt à mon stage puisqu'il m'a permis de mener une action au sein d'un contexte plus large, où de nombreux acteurs interagissent avec des projets variés sur un même champ d'action. Travailler au sein d'une structure qui développe différentes actions autour d'un même projet était pour moi un atout, mais le choix de mon stage s'est basé sur plusieurs éléments.

Tout d'abord, l'intérêt de ce stage résidait dans le fait d'avoir à gérer deux missions différentes. Ainsi, ces deux missions me permettaient d'acquérir des compétences et une expériences distinctes dans des domaines sur lesquels je cherchais à me former. L'organisation des Work In Progress me donnait l'occasion de me former sur la préparation d'un événement, mais également sur la coordination et la gestion de son déroulement, en assumant la responsabilité d'une action. Le suivi des actions d'éducation à l'image et l'organisation du Festival Anima-J me permettaient d'acquérir une expérience conséquente

dans ce secteur qui converge avec mes aspirations professionnelles. Je pouvais ainsi confronter mes réflexions et travaux à une nouvelle expérience concrète.

Enfin, le choix du lieu correspondait à ma volonté de faire ce stage dans une grande structure, reconnue sur un territoire large et disposant de moyens conséquents pour porter des actions de grande ampleur. Intégrer Citia me donnait l'occasion de travailler dans le secteur du cinéma, dans la continuité de mon parcours universitaire, tout en me permettant de varier mes expériences associatives par un stage en établissement public de coopération culturelle. C'était ainsi l'occasion de me confronter à de nouvelles méthodes de travail, de nouvelles organisations, et de m'atteler à des actions très différentes, tant au niveau de leurs enjeux que de leurs moyens.

Ce travail a pour objectif d'analyser le contexte dans lequel j'ai été amené à réaliser ma mission de stage. Notre approche visera donc à replacer l'action de la structure, Citia, dans un ensemble de contextes, de politiques et de dynamiques artistiques, culturelles et économiques au sein desquels celle-ci évolue. Nous tenterons donc de comprendre les enjeux d'une action se développant autour d'une industrie culturelle comme le cinéma d'animation. Nous observerons et analyserons notamment les enjeux et les apports de la constitution d'un pôle culturel sur l'action menée par la structure et les acteurs du territoire. Enfin, pour approfondir cette observation, nous analyserons la politique locale d'éducation à l'image en travaillant à mettre à jour les spécificités du territoire. Le choix de mener une réflexion professionnelle sur cette action vient d'une volonté de pouvoir se placer en situation professionnelle, en observant une politique spécifique sur un territoire donné, et en en saisissant les enjeux, les dynamiques d'acteurs et les possibilités de développement.

Nous étudierons donc dans une première partie le contexte dans lequel évolue l'EPCC Citia. Pour cela nous observerons le contexte territorial ainsi que la politique culturelle locale. Puis nous analyserons le secteur de l'image animée avec un regard sur la culture cinématographique française, un état des lieux de l'industrie du cinéma d'animation en France, et une étude de la situation locale de ce secteur. Dans une seconde partie, nous ferons un rapport du stage effectué en présentant tout d'abord la structure d'accueil et ses actions. Puis nous reviendrons sur les missions de stage qui m'ont été confiées de février à juin : l'organisation et la coordination des Work In Progress, l'organisation du Festival Anima-J et le suivi des actions d'éducation à l'image. Nous étudierons en dernier lieu l'action d'éducation à l'image développée sur le territoire annecien. Pour cela, nous observerons les

spécificités de cette politique et nous nous questionnerons sur l'apport du pôle culturel sur cette action. Puis nous tenterons de dégager les enjeux d'un projet d'éducation à l'image pour les différents acteurs. En guise d'ouverture, nous réfléchirons aux possibilités de développement de cette action sur le territoire départemental.

# **Partie I : Analyse territoriale et sectorielle du contexte de la structure Citia**

L'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Citia » est implanté à Annecy, préfecture de la Haute-Savoie. La structure évolue dans un contexte territorial que l'on pourrait qualifier de favorable puisque la ville, le département, et même la région représentent des territoires particulièrement développés, tant aux niveaux démographique et économique qu'en termes de politiques et d'actions culturelles. Nous allons donc faire une brève présentation de ce territoire afin de situer Citia, tout d'abord dans son contexte territorial et politique, puis dans son contexte culturel local. Nous ferons par la suite un état des lieux du secteur de l'image animée en France, en analysant notamment la situation de la région Rhône-Alpes et du pôle de compétitivité Imaginove.

# Chapitre I. Territoire et politique culturelle

## Section I : Un territoire particulièrement développé

### I) Une région riche et active

La région Rhône-Alpes représente 6 millions d'habitants, c'est la 2<sup>nd</sup>e région française en terme de superficie, de population et d'économie. Son PIB représente 9,6 % du PIB français, ce qui fait d'elle une des régions à l'économie la plus développée, tant au niveau national qu'euro péen. Son économie est principalement industrielle et marchande, mais le tourisme, le sport et la culture y ont également une place très importante. Ainsi, il existe en Rhône-Alpes 12 clusters, des pôles de compétitivités régionaux qui touchent des secteurs d'activités très variés.

C'est une région attractive qui se caractérise par une population au revenu disponible plus élevé que la moyenne<sup>2</sup>. Le territoire dans lequel s'inscrit Citi a est donc un territoire riche et la structure peut ainsi s'appuyer sur des collectivités ayant les moyens de mener de solides politiques en direction de la culture et des industries culturelles<sup>3</sup>.

### II) La ville d'Annecy

Annecy est une ville de 52 890 habitants. Si c'est également un territoire à l'économie très développée dans différents secteurs d'activités (la mécanique de précision, les biens d'équipement industriel, les industries du sport, des loisirs et du luxe, l'informatique et l'électronique, etc.), Annecy est surtout une ville touristique qui reste attractive tout au long de l'année (sports d'hiver, lac et montagne, vieille ville).

---

<sup>2</sup> Le revenu disponible brut par habitant est de 18 997 € en 2006 (source Insee). C'est la seconde région de France après l'Île de France selon ce critère.

<sup>3</sup> Le budget de la région est de 2,4 milliards d'euros, dont 70,8 millions d'euros alloués au budget culture (source Le Journal des Arts - n° 319 - 19 février 2010). Le budget du département de Haute Savoie est de 744 millions d'euros.

La ville fait partie d'une agglomération de 140 415 habitants, soit 13 communes regroupées au sein de la Communauté d'Agglomération d'Annecy (C2A). Cette agglomération a très tôt développé une politique intercommunale puisque dès 1991 fut créé un District, établissement public de coopération intercommunal, qui regroupait 10 communes. En 2001, le District devint une Communauté d'Agglomération en incluant 3 nouvelles communes et de nouvelles compétences. Ainsi, la C2A a pris en charge une grande partie de la politique culturelle du territoire, une compétence généralement peu déléguée au niveau intercommunal.

## **Section II : La politique culturelle locale**

### **I) La compétence culturelle transférée à la communauté d'agglomération**

Au début des années 2000, dans une dynamique d'ouverture de l'agglomération annecienne vers de nouvelles compétences, les 13 communes ont commencé un processus de transfert de la compétence culturelle au profit de l'agglomération. Mais avant même d'établir une politique culturelle intercommunale, c'est la gestion des grands équipements culturels qui a été confiée à l'agglomération, de manière un peu précipitée : « Le cas de la Communauté d'agglomération d'Annecy est atypique : en septembre 2000, le District, sur la proposition du maire d'Annecy, adopte de façon assez soudaine, sans grands débats, un transfert assez massif de 10 équipements culturels, 7 de la ville-centre et 3 de communes périphériques. »<sup>4</sup>.

Si la compétence culturelle est aujourd'hui de plus en plus prise en charge par les structures intercommunales, ces politiques sont assez récentes et le degré de prise en charge des politiques culturelles par l'intercommunalité peut être très variable d'une agglomération à l'autre. En effet, la compétence culturelle reste une compétence optionnelle pour les communautés d'agglomération et les communautés de communes : « La particularité de la culture dans l'intercommunalité c'est de constituer, pour l'essentiel, une compétence aléatoire et à géométrie variable : 1. aléatoire pour les communautés d'agglomération ou les communautés de communes, puisqu'en ce qui les concerne la compétence culturelle est

optionnelle. 2. à géométrie variable, car la compétence culturelle peut être assumée a minima, par exemple autour de la seule gestion d'un équipement culturel, et aller jusqu'à développer une politique culturelle d'agglomération intégrée. »<sup>5</sup>. Par gestion d'un équipement culturel, on entend : "construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire". Or, cet intérêt communautaire n'est pas défini par la loi, c'est donc aux acteurs et aux collectivités de définir quels sont les équipements "communautaires" afin d'établir un projet intercommunal autour de ces derniers: « L'un des enjeux d'une telle discussion est d'établir un diagnostic culturel territorial approprié puis d'imaginer ce que pourrait être un projet culturel de territoire intercommunal »<sup>4</sup>.

On voit dès l'or que l'engagement culturel d'une intercommunalité va très fortement dépendre des acteurs et de la situation territoriale (situation politique, situation culturelle, existence et projet des établissements culturels, etc.). Mais ce transfert de la responsabilité culturelle n'est pas évident : « L'intercommunalité a longtemps suscité des résistances de la part des élus, notamment communaux. Ces résistances s'expriment encore plus vivement quand il s'agit de culture dans la mesure où l'on prête à ce champ une capacité de marquage symbolique et identitaire qui justifie pour certains de ne pas s'en séparer »<sup>4</sup>.

La Communauté d'agglomération d'Annecy a donc tout d'abord pris en charge l'équipement et la gestion de nombreux équipements culturels : l'Ecole d'art, le Musée Château, le Palais de l'Ile, Bonlieu Scène nationale, le Brise Glace, le Conservatoire à rayonnement régional, Citia, La Turbine, l'Auditorium et la Bibliothèque de Bonlieu. Mais elle développe aujourd'hui une véritable politique culturelle, notamment dans les domaines de la lecture publique (mise en réseau des bibliothèques de l'agglomération) et du patrimoine (prémices du développement d'une politique patrimoniale).

## **II ) La priorité donnée aux grands établissements et aux grands événements**

Sur le bassin annecien, les grands établissements culturels ont ainsi pris une importance conséquente dans le paysage culturel et permettent à l'agglomération de se

---

<sup>4</sup> François Deschamps, in *La lettre du cadre*

[http://www.lettreducadre.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/39002/TPL\\_CODE/TPL\\_ACTURES\\_FICHE/PAG\\_TITRE/Culture+et+intercommunalit%E9+:+le+cas+d'Annecy+/2105-fiche-article-de-newsletter.htm](http://www.lettreducadre.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/39002/TPL_CODE/TPL_ACTURES_FICHE/PAG_TITRE/Culture+et+intercommunalit%E9+:+le+cas+d'Annecy+/2105-fiche-article-de-newsletter.htm)

<sup>5</sup> Jean Pierre Saez, in *Culture, musées et intercommunalité*

<http://www.couac.org/Culture-musees-et-intercommunalite>



positionner comme un « haut lieu » de la culture. Le fait que 10 établissements aient été intégrés au projet intercommunal montre clairement que leur rayonnement s'étend au-delà des limites de leur ville, mais cela montre également une ambition forte d'étendre ce rayonnement sur un territoire le plus large possible. L'agglomération annecienne souhaite disposer de structures culturelles de références dans plusieurs domaines. Pour cela, Bonlieu Scène Nationale, Citia et le festival international du film d'animation, et la salle de musique amplifiée, Le Brise-Glace, jouent un rôle important et disposent de budgets conséquents afin de pouvoir développer un projet et une programmation digne des grandes agglomérations françaises. Les nouveaux projets de l'Arcadium et du Palais des Congrès vont également dans ce sens. On peut enfin noter qu'une place importante est accordée sur le territoire aux grands événements, qui participent à la renommée du bassin annecien, ainsi qu'au patrimoine, vecteur de l'identité de la cité.

Le transfert de la compétence culturelle à la communauté d'agglomération n'étant pas complète, la ville d'Annecy continue de mener des actions dans le domaine de la culture, mais celles-ci se sont recentrées autour de quatre missions :

- Le soutien au secteur associatif.
- La gestion du patrimoine historique.
- L'organisation de manifestations et leur coordination sur la ville.
- Le suivi des parcours culturels en direction des classes des écoles annéciennes.

On peut donc observer que, indépendamment de la gestion des grands équipements culturels, la ville d'Annecy se charge de gérer les autres actions existantes, mais sans développer une politique culturelle forte et revendiquée. Pour donner l'image d'une ville de culture, Annecy compte plus sur le prestige des lieux et des événements reconnus et sur les retombées en terme d'attractivité et d'identification qu'ils permettent.

## Chapitre II. Le secteur de "l'image animée"

Les actions menées autour du cinéma d'animation à Annecy s'inscrivent dans un contexte national et régional particulièrement favorable au développement d'une politique de promotion de "l'image animée". Pour des raisons historiques, économiques et politiques, le cinéma en général, et le cinéma d'animation en particulier, sont des secteurs particulièrement développés en France. De plus, l'action annecienne s'inscrit dans une dynamique régionale forte, qui s'appuie sur un pôle de compétitivité créé autour du secteur plus large du multimédia en Rhône-Alpes. Enfin, Annecy est devenu, grâce au Festival, un pôle local historique du cinéma d'animation. Citia peut aujourd'hui bénéficier d'une réelle dynamique locale et doit ainsi interagir avec de nombreux acteurs qui ont émergé sur le territoire. Nous allons donc voir comment la Cité de l'Image en mouvement se positionne dans ces multiples dynamiques territoriales.

### **Section I : Le cinéma historiquement ancré dans la culture française : un secteur fort et soutenu**

#### **I) Le 7<sup>ème</sup> art lié à l'identité culturelle française**

Malgré la multitude d'inventions et d'expérimentations liées au cinéma à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, on peut symboliquement dater la naissance du cinéma sous sa forme moderne au 28 décembre 1895, jour de la première représentation publique proposée par les Frères Lumières à Paris. Au-delà de cette naissance « française », le grand nombre de cinéastes et de productions ont abouti à l'émergence de films internationalement reconnus et ont permis au cinéma de s'ancrer très tôt dans les habitudes culturelles des français. Ainsi, le 7<sup>ème</sup> art est, depuis sa naissance profondément lié à la France. Il fait partie de l'identité culturelle nationale et sera, à ce titre, fermement défendu et soutenu par les artistes, les politiques et les acteurs culturels. De même, si le cinéma d'animation trouve ses origines tout au long de l'histoire à

travers différents théâtres d'ombres et autres jouets optiques<sup>6</sup>, plusieurs artistes et inventeurs français ont eu un rôle primordial dans la création du dessin animé sous sa forme cinématographique. Ainsi, Emile Reynaud, inventeur de jouets optiques, réussira dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à mettre au point un théâtre optique se rapprochant fortement du cinéma d'animation. Et c'est Emile Cohl qui réalisa le premier dessin animé "cinématographique" : *Fantasmagorie*, projeté en 1908 à Paris. Ainsi, « l'histoire du cinéma d'animation montre que le dessin animé français peut s'appuyer sur la créativité et l'ingéniosité de ses auteurs. Des pionniers d'hier aux innovations historiques, aux animateurs multimédia d'aujourd'hui, dont les compétences sont reconnues dans le monde, on peut conclure que la France est, dans le secteur de l'animation, un pays de créatifs »<sup>7</sup>.

Si l'industrie cinématographique des Etats-Unis a très vite pris une place primordiale dans la production mondiale, tant pour le cinéma que pour l'animation, la production française a su garder son importance, tant au niveau artistique qu'économique. L'action des artistes et des acteurs culturels, notamment le Centre National de la Cinématographie, a permis de sauvegarder un cinéma d'auteur très vivant en instaurant des modes de financements efficaces et en faisant du 7<sup>ème</sup> art le fer de lance de la défense de l'exception culturelle. Les grands festivals, à l'image des festivals de Cannes, d'Annecy, de Deauville ou de Clermont-Ferrand, ont permis de promouvoir le cinéma et de donner à la France une place importante dans son développement aux yeux du monde.

## **II ) Un fort soutien aux activités et productions cinématographiques**

Depuis les années 50, malgré les premières baisses de fréquentation et la concurrence du cinéma hollywoodien, la France a su maintenir un niveau de production élevé grâce à des mesures de soutien et à la mise en place d'un système de financement très protecteur. En effet, la Taxe Spéciale Additionnelle mise en place par le CNC<sup>8</sup> a permis, à partir de 1960 de prélever une taxe de 10,72 % sur le prix du billet, que ce soit pour un film français ou pour un film étranger<sup>9</sup>. Cette taxe alimente le Compte de soutien du CNC et permet le reversement

---

<sup>6</sup> Des traditions du VI<sup>ème</sup> siècle en Orient visaient à projeter des ombres sur une toile pour raconter des histoires. Au XIX<sup>ème</sup> siècle partout en Europe sont apparues des jouets utilisant l'illusion optique pour donner vie aux dessins (thaumatrope, zootrope, praxinoscope)

<sup>7</sup> Elisabeth Pasquier, *Le secteur du film d'animation en France*, mémoire, IEP de Lyon, 2004, p. 12

<sup>8</sup> Centre National du Cinéma et de l'Image Animée

<sup>9</sup> <http://www.50ans.culture.fr/50ans/cinema/1>

d'un soutien automatique à la production de films français. Cette mesure, accompagnée d'autres mesures de soutien, comme les aides sélectives de l'avance sur recettes, et les obligations de productions cinématographiques pour les chaînes de télévision par exemple, permettent de financer de nombreuses productions et de maintenir l'activité de ce secteur.

Les politiques culturelles de l'Etat, à travers le CNC, permettent également un soutien fort de la promotion et de la diffusion du cinéma ainsi que des actions culturelles cinématographiques. Ainsi, le CNC consacre en 2010 une aide automatique à l'exploitation de 57,74 millions d'euros, mais également des soutiens sélectifs à l'exploitation de 25,15 millions et des soutiens sélectifs à la diffusion du cinéma de 5,08 millions. Ainsi, avec l'aide des autres collectivités territoriales, l'existence de nombreuses structures (cinémathèques, instituts, associations, ...) et de nombreuses manifestations (festivals, rétrospectives, rencontres, ...) autour du 7<sup>ème</sup> art est aujourd'hui possible.

De nombreuses collectivités s'investissent également dans le soutien du cinéma, tant dans l'aide à la production que pour sa promotion. La région Rhône-Alpes est particulièrement engagée dans cette action et il existe une importante activité liée au cinéma sur le territoire. Depuis 1990 et la création du Fonds de soutien à la création cinématographique et audiovisuelle, plus de 180 longs métrages et 400 productions (courts métrages, documentaires, téléfilms) ont été coproduits par la Région. Il existe 650 entreprises du domaine de l'image sur le territoire et on y trouve de nombreuses structures culturelles importantes (l'Institut Lumière de Lyon, Citia et la Cartoucherie de Valence pour l'animation, Ardèche Image pour le documentaire).<sup>10</sup>

## **Section II : L'industrie du cinéma d'animation en France<sup>11</sup>**

### **I) Le développement d'une industrie culturelle forte et atypique**

Dans le domaine de la production du cinéma d'animation, la France a vu se développer une industrie culturelle forte et atypique dans le paysage européen et mondial. Si cette dernière n'est pas aussi prolifique que les deux leaders que sont les Etats-Unis et le

---

<sup>10</sup> <http://www.rhonealpes.fr/160-cinema-et-audiovisuel.htm>

Japon, elle a commencé à se structurer très tôt et a su se développer pour atteindre une production conséquente et de grande qualité.

Les premiers studios organisés d'Europe ont ainsi vu le jour en 1919 à Montrouge, aux portes de Paris. Suite à ces prémices, l'industrie du cinéma d'animation s'est progressivement construite après la seconde guerre mondiale. Et « depuis les années 80, la France a largement développé son industrie de l'animation, et favorisé la mise en place d'institutions et de formations spécialisées. Elle recèle désormais de nombreux atouts, tant au niveau de ses professionnels que des infrastructures mises à la disposition du développement de l'image, du cinéma et des nouvelles technologies »<sup>12</sup>. Ainsi, la production française occupe aujourd'hui le troisième rang mondial et le premier rang européen. Si ce niveau de production reste relatif, puisque sans commune mesure avec les productions américaine et japonaise, le cinéma d'animation français est très souvent distingué comme étant de grande qualité et a ainsi acquis une réputation internationale.

## II ) Un savoir-faire reconnu

Cette qualité reconnue repose essentiellement sur un certain savoir-faire qu'ont acquis les animateurs français. Des professionnels du monde entier reconnaissent ses atouts, à l'image d'Alex Frisch, cofondateur d'un studio de postproduction américain : « Dans le monde de l'image, les Français sont respectés parce qu'ils ont un style, une qualité de l'image très originale. C'est également vrai pour les réalisateurs français. Je pense que cela vient d'une combinaison d'innovation et de bon goût. Quand je parle d'innovation, cela consiste à avoir toujours l'esprit ouvert à de nouvelles solutions, même si elles sont différentes de celles qui étaient prévues à l'origine du projet »<sup>13</sup>.

Ce savoir-faire atypique et de qualité repose sur les compétences acquises par les créateurs et animateurs français. Au-delà de l'idée d'une certaine culture de l'image animée, ce sont avant tout les formations existantes qui permettent aujourd'hui de disposer de professionnels compétents et recherchés. « La France a développé de nombreux centres de formation aux différents métiers de l'animation, uniques en Europe, et à la réputation

---

<sup>11</sup> Pour cet état des lieux de l'industrie du cinéma d'animation en France, nous nous appuyerons en grande partie sur le travail universitaire d'Elisabeth Pasquier, qui a très bien su analyser la particularité de la production française dans ce secteur.

<sup>12</sup> Elisabeth Pasquier, *Le secteur du film d'animation en France*, mémoire, IEP de Lyon, 2004, p. 12

mondiale »<sup>14</sup>. On peut recenser parmi les plus réputés l'Ecole des Gobelins à Paris et Annecy, l'école Emile Cohl à Lyon, La Poudrière à Valence, Supinfocom à Valenciennes, et l'EMCA à Angoulême. Les principaux atouts de ces formations sont la capacité d'évolution et la polyvalence qu'ils apportent aux jeunes professionnels. En effet, dans un secteur très fortement lié aux nouvelles technologies, « la gageure est de constamment évoluer pour s'adapter aux besoins en compétences d'un univers aux évolutions très rapides »<sup>15</sup>. L'offre riche et variée de ces écoles permet de former des professionnels sur l'ensemble des postes de la chaîne de production (animation, pré et post production, production, diffusion, etc.). La particularité française est également de former des professionnels polyvalents, capables de travailler sur différents postes. Cette qualité, très recherchée aux Etats-Unis, résulte des méthodes de travail spécifiques aux studios français. « En effet, le schéma des sociétés françaises, où les rôles sont moins cloisonnés qu'aux Etats-Unis, fait que [les professionnels] sont obligés d'être polyvalents. De fait, avoir une formation généraliste dans une société très spécialisée est un atout indiscutable. En résumé, l'organisation qui manque aux sociétés françaises permet davantage de liberté créative et de recours au "système D" »<sup>16</sup>.

### **III ) Les productions de films d'animation aujourd'hui**

Quel est ce cinéma d'animation français de qualité ? Outre le savoir-faire et les compétences des animateurs, à quoi se voit l'originalité des productions ? S'il fallait faire un état des lieux du paysage actuel de l'animation française, c'est l'idée de la diversité de la production qui en ressortirait. Un grand nombre de studios existent, aux styles et aux intentions très différents les uns des autres. Si la production de longs métrages est à elle seule très hétérogène, à cela s'ajoutent les nombreuses productions de courts métrages et séries télévisées. Mais l'élargissement du champ des créations vient également du fait que ces dernières s'adressent désormais à des publics diversifiés, l'animation n'étant plus limitée aux enfants ou initiés. Ces nouvelles attentes permettent l'apparition de projets très variés, aussi bien dans leur style graphique que dans la trame scénaristique et l'univers du film.

---

<sup>13</sup> Télérama n°2842 – 30 Juin 2004

<sup>14</sup> Elisabeth Pasquier, *Op cit.* p.21

<sup>15</sup> *Ibidem*, p.21

<sup>16</sup> *Ibidem*, p.16

A l'inverse, cette création atypique peut également desservir cette industrie culturelle, ou tout du moins la freiner dans son développement. En effet, « les réalisateurs français bénéficient d'équipes locales très compétentes sans avoir besoin de recruter à l'étranger : cela produit des films de facture totalement française »<sup>17</sup> qui, malgré leur diversité, gardent un style spécifique et s'inscrivent dans un champ de références culturelles précis. En résulte tout d'abord de grandes difficultés à exporter les productions cinématographiques (les productions télévisuelles bénéficient de meilleurs résultats sur ce point). Mais cette difficulté, associée au fait que la plupart des studios sont des structures de petite taille aux méthodes de production très variées, fait qu'il est très difficile de regrouper différents acteurs sur des projets de grande envergure en France. C'est ce que regrettent certains professionnels aujourd'hui lorsqu'ils se comparent aux autres productions européennes, à l'image de Nicolas Rey, chef opérateur numérique : « En France, il n'y a pas deux sociétés qui ont un pipeline technique identique comme en Angleterre, où elles travaillent souvent les mêmes projets. Ici chacun bosse à sa façon, avec ses propres outils. C'est une vraie frustration pour moi et un gros reproche ; on est des brutes de la 3D mais on est incapables de travailler ensemble. On pourrait attirer des grosses productions si on savait partager le travail »<sup>18</sup>. Outre les limites évidentes en termes de développement économique, ce phénomène engendre également une certaine "fuite des cerveaux" des créateurs et animateurs français vers l'étranger.

#### **IV ) Un soutien nécessaire au secteur**

Toutes ces particularités de l'industrie culturelle française dans le secteur du cinéma d'animation permettent une production atypique et reconnue, mais également fragile et constamment menacée. Pour palier à ce problème et permettre le développement d'une industrie prometteuse, une politique de soutien a été mise en place par le CNC. Consciente des spécificités du cinéma d'animation, l'institution cinématographique a développé, parallèlement aux aides existantes, des aides spécifiques pour cette branche.

Le CNC a tout d'abord mis en place une aide au développement destinée à soutenir les producteurs dans la phase d'écriture et de montage du projet. Cette aide s'ajoute donc aux aides automatiques et sélectives générales. Mais l'animation est un secteur de production

---

<sup>17</sup> Elisabeth Pasquier, *Op cit.* p.15

<sup>18</sup> Télérama n°2842 – 30 Juin 2004

protéiforme comprenant longs métrages, courts métrages et séries TV notamment. Les courts métrages bénéficient d'aides sélectives (avant réalisation) et de prix de qualités (après réalisation) spécifiques. En ce qui concerne les séries et productions télévisuelles, le secteur peut dans ce domaine s'appuyer sur le COSIP<sup>19</sup>, un fond de soutien à la production alimenté par des prélèvements sur les chaînes de télévision, sur la redevance et sur la vidéo notamment. « La réforme du COSIP permet de renforcer le soutien du CNC aux producteurs d'animation. L'objectif essentiel de cette réforme est d'accompagner financièrement les œuvres qui contribuent à la localisation de l'emploi sur le territoire national, en prenant davantage en compte les dépenses créatives et techniques effectuées en France »<sup>20</sup>.

Preuve du soutien et de la considération accrue du CNC en faveur du cinéma d'animation, l'institution a symboliquement changé de nom et est devenue en 2009, le Centre Nationale du Cinéma et de l'Image Animée. Même si « en pratique, le CNC avait déjà progressivement étendu son champ d'action au delà du cinéma, pour intervenir dans le domaine de la production audiovisuelle, de la vidéo, de la vidéo à la demande, du jeu vidéo, etc. »<sup>21</sup>.

## **Section III : La situation locale du secteur de l'image animée**

### **I) Le pôle de compétitivité Imaginove**

La vitalité du secteur de l'animation et les compétences développées par les professionnels représentent des atouts indéniables pour cette industrie culturelle pour lesquels les acteurs territoriaux prêtent une grande attention. Ces derniers essayent donc de s'en saisir et de s'investir sur ces secteurs : « Au vu du nombre croissant de formations, et de structures spécialisées dans l'animation, on peut constater que ce secteur exerce un grand attrait dont la maîtrise représente une compétence remarquable sur la scène internationale. La volonté d'exploiter un secteur aussi dynamique s'affirme en particulier dans des projets liés au développement de plans régionaux »<sup>22</sup>. Si la région Rhône-Alpes est un territoire où le secteur

---

<sup>19</sup> Compte de Soutien à l'Industrie de Programmes audiovisuels

<sup>20</sup> Elisabeth Pasquier, *Op cit.* p.27

<sup>21</sup> <http://www.vod-news.net/article-35014325.html>

<sup>22</sup> Elisabeth Pasquier, *Op cit.* p.23



de l'animation est très présent, avec Valence et Annecy notamment, les secteurs du cinéma et audiovisuel et des jeux vidéos sont également largement développés, avec une forte activité sur l'agglomération lyonnaise par exemple. En effet, la filière de l'image en Rhône-Alpes représente plus de 650 entreprises, 23 laboratoires de recherches et 28 formations<sup>23</sup>. Ainsi, c'est la vitalité de ce territoire qui a permis l'émergence d'un pôle de compétitivité dont la spécificité est d'englober le secteur volontairement large du multimédia.

Le pôle de compétitivité Imaginove, également appelé cluster Imaginove, est née en 2005 à l'initiative de trois acteurs régionaux issus de trois secteurs distincts du monde de l'image : Images Rhône-Alpes dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel, Lyon Game dans le domaine du jeux vidéo, et Citia dans le domaine de l'animation et du multimédia. Sur ces différentes filières, « Imaginove fédère plus de 200 entreprises rhônalpines autour d'un objectif commun : développer les synergies entre ces filières en favorisant l'anticipation et en stimulant l'innovation des professionnels »<sup>24</sup>. Sa raison d'être est de soutenir le développement de contenus, en agissant donc sur la création, la production et la diffusion. Pour accompagner les entreprises et acteurs dans leur développement, le principal enjeu du cluster est de les aider à faire face aux fortes mutations que connaissent ces secteurs.

## **II ) La question des mutations et de la transversalité des industries culturelles de l'image**

En effet, les industries de la culture, et plus largement les ICIC (industries de la culture, de l'information et de la communication) sont des secteurs très particuliers dans leur mode de fonctionnement et leur économie. Les industries culturelles répondent à la fois à des principes artistiques et à la fois à des principes économiques. Mais selon Philippe Bouquillion, ces deux facteurs, trop souvent mis en confrontation, ne relèvent pas d'une dualité mais bien d'une fusion réelle, quoique difficile : « dans la plupart des champs artistiques, comme dans la sphère de l'information , on ne saurait se contenter d'opposer "monde de la création" ou des valeurs humanistes d'une part, et "monde de l'industrie" d'autre part, dans la mesure où ils sont déjà largement entrelacés »<sup>25</sup>.

---

<sup>23</sup> <http://www.imaginove.fr/>

<sup>24</sup> <http://www.imaginove.fr/>

<sup>25</sup> Bernard Miège, « Considérations et propositions méthodologiques sur les mutations en cours dans les industries culturelles et informationnelles » in *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme* Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008, p.230

Le secteur des industries culturelles a donc la particularité de devoir travailler au développement de productions complexes, cette complexité venant d'une « multitude de facteurs concourant à la production » et d'un « fort impact des facteurs organisationnels »<sup>26</sup> influant sur les contenus produits. Ainsi, un des facteurs spécifiques déterminant est l'incertitude qui pèse sur la production : « l'incertitude est omniprésente dans les industries et marchés culturels. Elle affecte chaque produit nouveau – livre, film, jeu vidéo, etc. – lors de sa mise sur le marché »<sup>27</sup>.

La fragilité actuelle des ICIC vient également des mutations en cours dans ce secteur. « Ces mutations ont été nombreuses au cours des trois dernières décennies. Mentionnons entre autres, [...] l'expansion des réseaux et la multiplication des services, l'individualisation des pratiques culturelles, la recomposition des sphères privées et publiques, [...] l'évolution des contenus et des formats médiatiques »<sup>28</sup>. Dans le domaine du multimédia et de l'image animée, la multiplication des formes et des supports est un enjeu délicat car aujourd'hui, « les modes d'articulation entre des contenus, des contenants et des modes de valorisation sont multiples, d'où la difficulté, pour les acteurs industriels, d'adapter ces trois éléments les uns par rapport aux autres »<sup>29</sup>.

Les acteurs sont forcés de se renouveler, et les filières se transforment en tentant d'englober plusieurs niveaux d'actions : « les articulations de plus en plus indispensables entre des filières industrielles qui fonctionnaient jusqu'ici de manière parallèle conduisent [...] au renouvellement des productions et de leurs modes de valorisation", montrant l'intérêt de cette absence d'étanchéité absolue entre filières des industries de la culture et de la communication »<sup>30</sup>.

---

<sup>26</sup> Christian Robin, « Conditions de production et contenus, tenir compte de la complexité des productions culturelles » in *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme* Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008, p.70

<sup>27</sup> Pierre Moeglin, « Des modèles socio-économiques en mutation » in *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme* Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008, p.152

<sup>28</sup> Gaëtan Tremblay, « Espace public et mutations des industries de la culture et de la communication » in *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme* Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008, p.209

<sup>29</sup> Philippe Bouquillion, Yolande Combès, « La Mutation des ICIC, entre mutation des filières, des contenus et des sociétés » in *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme* Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008, p.20

<sup>30</sup> Philippe Bouquillion, Yolande Combès, *Op Cit.*, p.24

Si ces mutations représentent un enjeu difficile pour le secteur, il s'agit également d'une opportunité à saisir. Mais les industries de l'image animée ont besoin d'être accompagnés dans ces transformations vers plus de transversalité. Et c'est justement le rôle du pôle de compétitivité Imaginove d'accompagner le secteur de l'image animée dans sa restructuration, en aidant les différents acteurs face aux mutations qu'ils doivent amorcer. La mission du cluster est donc de « développer les synergies entre les différentes filières de l'image (jeu vidéo, cinéma, audiovisuel, animation et multimédia) dans le but d'augmenter la compétitivité en matière de création, de production et de diffusion des œuvres »<sup>31</sup>.

Le développement de cette approche dite de "Cross Media" passe par des actions de recherche et développement, un accompagnement dans le développement commercial et international, et un soutien de l'emploi et de la formation. Mais le principal intérêt de l'existence d'un pôle de compétitivité tient dans sa capacité à mettre en relation et à réunir les différents acteurs du territoire dans l'ensemble des secteurs concernés. Imaginove mène en effet des actions collectives mobilisant les différentes entreprises sur l'ensemble des activités, dans le but de renforcer la compétitivité de chacun en favorisant leur transversalité.

### **III ) Anecy et le cinéma d'animation : un pôle local historique en pleine mutation**

En 50 ans d'histoire, Anecy est devenu un pôle local historique du cinéma d'animation. Cette notion de pôle historique renvoie à deux idées distinctes. L'idée, tout d'abord, qu'Anecy, en devenant le plus grand festival au monde du cinéma d'animation, est aujourd'hui considéré par certains passionnés et professionnels comme la capitale mondiale de ce réseau. L'idée, ensuite, que ce grand événement est ancrée dans son territoire et créé une certaine dynamique autour de l'animation à Anecy. En effet, selon Alain Bertho, un festival apporte un double effet de visibilité à la ville : « La visibilité est double : elle est externe et interne. La visibilité externe est celle de l'effet de notoriété ainsi généré dont on espère des conséquences économiques. [...] Mais la visibilité est « interne » au sens où l'événement permet à la ville et à ses acteurs de prendre conscience de leur propres atouts »<sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> <http://www.imaginove.fr/>

<sup>32</sup> Alain Bertho, « Lieux éphémères de la mondialisation culturelle » in *L'Europe des festivals : de Zagreb à Edimbourg, points de vue croisés*, Toulouse : Éditions de l'Attribut, 2008, p.46

Le Festival international du film d'animation et un grand événement dont peuvent bénéficier les habitants, il a un ancrage territorial puisqu'il est né d'une initiative locale du Ciné-club et qu'il fait partie depuis 50 ans de la vie culturelle annecienne. Mais un festival artistique international amène souvent l'événement à favoriser le réseau au détriment du lien avec les habitants. Le festival s'est souvent vu reproché d'être coupé de la population : jusqu'en 1982 « Annecy est alors considérée comme une bulle élitiste, réputée pour l'animation d'auteur »<sup>33</sup>, aujourd'hui on lui reproche davantage d'être un événement trop tourné vers les professionnels et l'international.

Depuis les années 90, le festival a dû se transformer pour sortir de cette « bulle élitiste » et s'adapter à un secteur en pleine mutation. Une nouvelle stratégie de développement est mise en place dès le milieu des années 80 afin de renouveler le positionnement du Festival. Avec la volonté d'être l'événement mondial majeur du cinéma d'animation, le festival se tourne encore plus vers les professionnels (création du marché du film en 1985) et l'international. Mais ce développement permet également une ouverture progressive au grand public : à travers la programmation (ouverture au longs métrages et productions plus variées), ainsi que des actions spécifiques (séances en plein air gratuites, expositions, concerts).

Mais cette ouverture passe surtout par le développement d'une politique globale autour de l'image animée avec la création de Citia en 2006. Cette nouvelle structure permet l'apparition d'un réseau local et le développement de nombreuses actions en direction du public local, des élèves des écoles de la ville et des acteurs et entreprises du secteur, implantés dans la région. Aujourd'hui, Citia et le festival ont donc adopté un positionnement délicat entre soutien au développement (économique et artistique) de l'industrie culturelle de l'image animée, et médiation culturelle en direction des publics.

Les apports d'un cluster et d'un pôle local sur une activité culturelle sont ici clairement perceptibles. Si le cluster Imaginove permet principalement le développement d'un réseau professionnel et économique, il agit ainsi sur la création et la production et crée ainsi une certaine dynamique créative sur un territoire. Le pôle local d'Annecy, avec le développement d'un réseau d'acteurs et la création de multiples actions dans le domaine de l'image animée, a ainsi vu naître une certaine émulation autour de l'animation parmi la population du territoire. Pour beaucoup, l'animation fait partie de la ville, elle lui donne une

---

<sup>33</sup> <http://www.annecy.org/l-evenement/presentation/historique>

visibilité externe et une identité interne. Certains habitants, sensibilisés à l'animation, sont devenus des passionnés, s'investissant en tant que bénévoles sur le festival ou dans d'autres structures. Nous évoquerons ainsi plus tard l'exemple des nombreux enseignants qui se saisissent de l'animation et s'y investissent pour mener des projets avec leur classe dans ce domaine.

## **PartieII : Rapport sur la structure Citia et les missions de stage**

Mon stage à la Cité de l'Image en mouvement s'est déroulé au sein d'une structure qui, comme nous l'avons vu, se positionne comme une structure essentielle au sein de différents réseaux (pôle local, cluster régional, réseaux nationaux et internationaux du festival). Après avoir analysé le contexte global dans lequel évolue Citia, nous allons désormais observer le contexte dans lequel j'ai pu évoluer au cours de mon stage. Pour cela nous nous intéresserons à la structure, son équipe et son fonctionnement, nous étudierons ses missions, puis nous tenterons d'analyser le rôle et le positionnement de Citia en regard des problématiques soulevées dans la première partie.

Dans un second temps, nous observerons le déroulement de mon stage en analysant les différentes missions qui m'ont été confiées : l'organisation des Work In Progress, la coordination du Festival Anima-J et le suivi des actions d'éducation à l'image. Nous observerons les enjeux de ces actions et la façon dont je me suis impliqué dans leur réalisation. Nous tenterons enfin d'analyser ce travail et les acquis que j'ai pu en retirer.

# Chapitre III. Citia, Cité de l'Image en mouvement d'Annecy

## Section I : Présentation de la structure et de son fonctionnement

### I) La mise en place de l'EPCC Citia

Si le festival d'animation s'est très vite installé à Annecy, l'organisation gérée par l'association des JICA<sup>34</sup> est quant à elle restée basée à Paris jusqu'en 1984, date à laquelle le nouveau Centre International du Cinéma d'Animation installe ses bureaux à Annecy. Cette implication progressive de la ville s'accélère dans la seconde moitié des années 90 avec un réel développement des activités autour du cinéma d'animation sur le territoire annecien. D'un côté le secteur de l'image animée entame une profonde mutation qui ouvre des perspectives de développement, d'un autre côté l'agglomération annecienne cherche de nouvelles pistes de développement économique. A cette époque, le District va enclencher un processus de développement qui va se concentrer autour de l'image animée et du multimédia, comme l'explique Daniel Bouillot, délégué à l'action économique, à la formation et à la recherche à Citia :

« Tout est parti d'une analyse qui avait été demandée par le district d'Annecy à l'époque (donc l'équivalent de la communauté d'agglomération), qui avait mandaté un cabinet de conseil pour étudier les différentes perspectives de développement économique pour ce territoire. C'est un cabinet parisien qui avait étudié tout ce qui se faisait par ici, et il avait identifié trois secteurs, trois thèmes potentiels de développement. [...] Et il y avait le multimédia. Ils avaient assis leur raisonnement sur le fait qu'il existait à Annecy un festival qui donnait à la ville un rayonnement international dans le domaine de l'image animée, et sur le fait que le prolongement de l'image animée pouvait être tout ce qui touche autour du multimédia et de l'image numérique. »<sup>35</sup>

---

<sup>34</sup> Journées Internationales du Cinéma d'Animation, ancien nom du Festival international du film d'animation

<sup>35</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10

Ainsi, une nouvelle structure est développée en parallèle au CICA, l'association Pumma, Plateforme des Usages du Multimédia d'Annecy. A partir de 1997, cette structure a pour but de favoriser le développement de projets autour du multimédia et d'animer le territoire sur ces questions. Le CICA et Pumma développent leurs activités respectives, et lorsque l'action de sensibilisation et d'animation du territoire de cette dernière semble achevée, dans les années 2003/2004, le besoin d'une nouvelle structure se fait sentir pour répondre aux mutations que connaît l'image animée. C'est ainsi qu'apparaît le projet de Citia, la Cité de l'Image en mouvement d'Annecy.

Citia est un EPCC, Etablissement Public de Coopération Culturelle, créé le 2 février 2006. La création de ce nouvel établissement a pour vocation de fédérer en une même structure les deux projets autrefois portés par le CICA et par Pumma. Le transfert des activités des deux associations vers l'EPCC se fait le 1<sup>er</sup> juillet 2006. Patrick Eveno, ancien directeur de Folimage<sup>36</sup>, est appelée pour monter le projet d'EPCC, il deviendra par la suite le directeur de Citia.

Un EPCC est un établissement public constitué par une collectivité territoriale ou un Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). Il a pour but de gérer un service public culturel et « ses activités doivent représenter un intérêt pour chacune des personnes morales en cause et contribuer à la réalisation de la politique culturelle nationale »<sup>37</sup>. L'ensemble des collectivités territoriales sont impliqués dans l'EPCC Citia : la Communauté de l'Agglomération d'Annecy (la C2A), le Département de Haute-Savoie, la Région Rhône-Alpes et l'Etat. Pour Daniel Bouillot, ce statut d'établissement public et cette implication de l'ensemble des collectivités sont des atouts majeur :

« L'avantage des établissements publics, c'est que les institutions sont remises au centre, c'est-à-dire qu'elles sont au conseil d'administration et elles sont dans un cadre légal qui les remet vraiment au centre de l'activité. Donc c'est une implication forte, et on a effectivement réussi à impliquer tous les partenaires institutionnels : la ville, l'agglo, le département, la région et l'Etat. Donc ça c'est réussi, ça donne bien sûr une assise, une crédibilité, à la structure et à ses projets, qui est beaucoup plus importante quand on va voir des partenaires quels qu'ils soient, par exemple l'Europe. »<sup>38</sup>

Citia est administré par un Conseil d'Administration de 17 membres (représentants des collectivités fondatrices et de la ville d'Annecy, personnes qualifiées et représentants du

---

<sup>36</sup> Folimage est un studio d'animation situé à Valence.

<sup>37</sup> Brochure de présentation de l'EPCC Citia

<sup>38</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10



personnel). Le conseil est présidé par Dominique Puthod, maire adjoint d'Annecy chargé de la culture, du socioculturel, de l'enfance et de la jeunesse.

## **II ) Le fonctionnement de ce nouvel établissement**

Citia dispose d'un budget annuel de 3,5 millions d'euros. Ce budget est alimenté à 60 % par des subventions et à 40 % par des recettes propres. Les subventions viennent notamment des collectivités fondatrices de l'EPCC, la C2A, le Conseil général, le Conseil régional et le CNC pour l'Etat. Mais sont également financeurs la ville d'Annecy, le programme Média de l'Union Européenne et la Procirep<sup>39</sup>.

Les recettes propres viennent de la vente des stands du Mifa, des accréditations et des espaces publicitaires dans les éditions du festival, mais également de la billetterie et la boutique. Ce budget de 3,5 millions d'euros ne prend pas en compte la valorisation des partenariats développés dans le cadre du festival. En effet, une partie non négligeable des prestations nécessaires pour le festival sont fournies sous forme de partenariat par les entreprises. 80 partenaires, tous secteurs d'activité confondus permettent ainsi de réduire les dépenses du festival en échange d'une visibilité de leur marque.

L'équipe de l'EPCC est constituée de 30 permanents répartis entre les 11 services et la direction. Cette équipe évolue très fortement au cours de l'année puisqu'elle s'agrandit au fur et à mesure de l'approche du festival. Plusieurs vacataires et une trentaine de stagiaires viennent renforcer l'équipe permanente dans les mois précédant l'événement. Pendant le festival, c'est une centaine de salariés et plus de 200 bénévoles qui sont mobilisés pour occuper différentes fonctions (logistique, projection, accueil, boutique, etc.).

Les services de direction de l'EPCC Citia sont composés de quatre personnes : Patrick Eveno, directeur, Tiziana Loschi, déléguée générale/responsable des événements, Serge Bromberg, délégué artistique du festival, et Daniel Bouillot, délégué à l'action économique, à la formation et à la recherche. Citia a le statut d'EPIC<sup>40</sup>, seul le directeur et l'agent comptable sont donc de droit public. La composition des services est la suivante : accueil/secrétariat, accréditations/billetterie, films et programmation, logistique, systèmes d'informations,

---

<sup>39</sup> Société des Producteurs de Cinéma et de Télévision, elle assure principalement la gestion des droits des producteurs en matière de copie privée et de retransmission.

<sup>40</sup> Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial

communication/partenariat, édition/web, conférences, Mifa, invités/expositions et Espace créateurs et jeune public, le service dans lequel j'ai évolué. Il est difficile d'organiser et de regrouper ces différents services car chacun d'entre eux peuvent toucher à des cœurs de métiers variés suivant les missions<sup>41</sup>.

L'ensemble des postes et des missions sont régulièrement en évolution afin de pouvoir répondre aux mutations du secteur de l'image animée par des actions nouvelles. De plus, suite à des difficultés de l'ordre des ressources humaines, le positionnement de chacun des services et de ses missions par rapport aux autres services et à la direction est devenu problématique. Un projet de clarification des rôles et de réorganisation des missions et des services vient d'être mis en place par la direction, à la demande de l'équipe.

## **Section II : Les différentes missions de Citia**

### **I) Le Festival : événement majeur et activité centrale de la structure**

L'organisation du Festival international du film d'animation est la mission centrale et originelle de la Cité de l'Image en mouvement. Le travail de l'équipe quant à l'organisation de l'événement se fait tout au long de l'année, même si la période de janvier à juin est presque entièrement dédiée au festival. Le festival a, dès ses débuts en 1960, été un événement centré sur la sélection officielle en compétition et sur les rencontres entre professionnels, mais celui-ci s'est progressivement développé et a connu une multiplication de ses actions. La programmation a tout d'abord été élargie afin de prendre en compte l'ensemble des formes de l'animation (courts et longs métrages, films de fin d'études, films de télévision et de commande) et s'accompagne désormais d'une programmation hors-compétition (avant-premières, rétrospectives, panoramas, etc.).

D'importants événements se sont greffés au festival : le Mifa – le marché du film destiné aux professionnels – a été créé en 1985, et le Carrefour de la Création – rencontres autour de recrutements et de développements de projets – a été créé en 1997. Parallèlement, de nombreuses rencontres thématiques sont venues enrichir la programmation du festival, à destination des professionnels comme du grand public : les "Conférences" abordent les enjeux

---

<sup>41</sup> Voir organigramme en annexe

majeurs des industries de l'image, les "Petits-Déjeuners du court" et les "Midis du long" permettent au public d'échanger avec les auteurs, les "Work In Progress" présentent le développement d'un long métrage en cours de production.

La direction artistique est assurée par Serge Bromberg depuis 1999. Les sélections des films en compétitions se font par des comités de sélection regroupant des professionnels de l'animation et présidés par le délégué artistique. Les prix sont décernés par des jurys composés de personnalités et professionnels du monde de l'animation. Les films en compétitions ont pour objectif de permettre la découverte et la confirmation de jeunes talents. Si la sélection est centrée sur l'animation "classique" (nous ne sommes pas ici dans la création de passerelles avec l'art vidéo ou l'art contemporain par exemple), elle permet néanmoins d'englober l'animation sous toutes ses formes. Les films hors-compétitions permettent la programmation d'avant-premières ou d'anciens films. Ces séances regroupent aussi bien des coups de cœur à faire découvrir que des films grands publics largement attendus, et permettent ainsi de créer le buzz et l'exclusivité à Annecy. Les programmes dit "travelling" ont eux la vocation d'apporter la consécration aux auteurs reconnus grâce à des rétrospectives ou de mettre en lumière certaines productions grâce à des panoramas. Au total, Annecy 2010 a programmé 173 films en compétitions et 630 films au total sont projetés dans 9 salles.

Tout comme en 2009, l'édition 2010 a connu une augmentation de la fréquentation record, aidé notamment par un budget supplémentaire qui a permis la mise en place de nombreux événements spécifiques aux 50<sup>ème</sup> anniversaire. Du 7 au 12 Juin, il y aura eu 150 000 entrées et 7 300 professionnels accrédités venant de 70 pays. Le Mifa aura accueilli 450 exposants et plus de 200 acheteurs internationaux. Pour un événement culturel, le Festival international du film d'animation bénéficie de recettes propres conséquentes, à hauteur de 40 % du budget de Citia, notamment grâce à la vente des espaces du Mifa, des accréditations et des espaces publicitaires. Le festival apporte également des retombées économiques importantes puisqu'une étude de l'Office du Tourisme d'Annecy datant de 2000 a chiffré à 3,5 millions d'euros les retombées sur l'ensemble du bassin annecien.

En effet, le festival est un événement culturel de grande ampleur qui mobilise la ville : les services municipaux, la police, mais également les commerçants et les hôtels. C'est un événement qui anime le territoire pendant une semaine, avec des actions qui prennent place sur l'ensemble de l'agglomération. Les publics sont donc variés mais ne profitent pas des

mêmes événements suivant s'ils sont accrédités, s'ils prennent des billets où s'ils favorisent les activités gratuites.

## **II ) La mission de Citia : développer l'activité de l'image animée sur le territoire**

En parallèle du festival, Citia a développé de nouvelles actions autour de l'image animée qui prennent place tout au long de l'année. Des projets culturels ont tout d'abord été mis en place pour compléter l'action du festival sur la médiation de l'Histoire de l'animation. Ainsi, une exposition permanente gratuite a été créée pour retracer l'histoire du cinéma d'animation de sa naissance, avec le pré-cinéma, jusqu'aux techniques utilisées aujourd'hui. De même, un centre de documentation multimédia regroupe un important fonds documentaire numérisé et accessible en ligne. Si ces actions attendent et mériteraient d'être développées, la Cité de l'Image en mouvement a néanmoins développé de nouvelles politiques fortes en matière d'économie et de formation. En effet, la création de Citia avait justement pour objectif d'élargir l'action du festival et de créer une dynamique territoriale afin d'attirer différents acteurs et permettre l'émergence d'un véritable pôle autour de l'image animée. Ces actions ont également l'objectif d'aider les professionnels à répondre aux mutations du secteur et sont développées par l'ensemble de l'équipe permanente de Citia, en parallèle à l'activité du festival.

Dans la lignée des actions de l'association Pumma, Citia mène une politique de développement économique et de soutien aux entreprises de l'industrie de l'animation, avec pour objectif d'attirer ces acteurs sur le territoire annécien et rhônalpin. Cette politique passe principalement par l'implication de la structure dans le cluster Imaginove, dont elle est l'unique structure fondatrice à siéger encore aujourd'hui au Conseil d'Administration.

Mais Citia a également développé des projets de soutien aux jeunes créateurs et aux jeunes entrepreneurs de l'image animée. Une pépinière d'entreprise a été créée à Annecy pour accueillir des sociétés naissantes et leur offrir un accompagnement personnalisé. Un portail internet a été créé<sup>42</sup> pour faciliter la mise en relation entre les nouveaux talents de l'animation et les professionnels du secteur, facilitant ainsi la valorisation du travail et le recrutement. Ce

---

<sup>42</sup> <http://www.naaow.org>

nouvel outil a pour vocation de devenir un espace communautaire. Enfin, le département de Haute-Savoie a quant à lui mis en place un Fond d'aide pour soutenir, et donc attirer, les productions localisées sur son territoire. De nouvelles structures ont donc vu le jour à Annecy et on compte aujourd'hui plus de 30 entreprises et 300 emplois autour de l'animation sur le département.

Citia est un acteur qui participe activement aux réflexions sur les enjeux économiques du secteur en organisant des temps de débats et de master class pendant le festival (Conférences, Carrefour de la Création, Mifa), mais également lors d'un nouvel événement dédié aux questions des cross-médias : le Forum Blanc.

« La formation et la recherche forment le troisième volet stratégiquement indispensable au déploiement du projet dans toutes ses dimensions »<sup>43</sup>, tel est le positionnement de Citia sur ces questions. L'établissement public a donc établi différents partenariats avec des structures de formation afin de développer plusieurs offres de formation supérieure répondant aux attentes actuelles de cette industrie culturelle. L'école des Gobelins de Paris a ainsi créé une annexe à Annecy où elle propose une formation de concepteur réalisateur multimédia en apprentissage, et une seconde formation d'animateur 3D verra le jour à la rentrée prochaine. Une licence et deux masters ont été mis en place à l'Université de Savoie autour de l'hypermedia et de la communication multisupports.

Ces actions de formation soutenues par Citia témoignent du développement d'une politique globale, sur le long terme, autour de cette industrie culturelle. Ainsi, cette politique s'étend en amont sur des actions de sensibilisation et d'éducation à l'image des élèves (sur lesquels nous reviendront dans la troisième partie de ce travail), et des actions de recherches en aval.

### **III) L'EPCC, une forme juridique adaptée au développement d'un pôle ?**

On a pu observer que la création de l'EPCC Citia a permis le développement d'une politique globale de soutien et de dynamisation du secteur de l'image animée, permettant ainsi à Annecy de passer du statut de "capitale historique du cinéma d'animation" à un statut de

---

<sup>43</sup> Brochure de présentation de l'EPCC Citia

"pôle d'excellence de l'image animée". Nous allons donc nous interroger sur les atouts qu'ont pu apporter le passage de la structure en EPCC dans cette évolution.

Tout d'abord l'apparition d'une structure forte et unique, la Cité de l'Image en mouvement, a permis l'émergence de l'idée même de pôle. En effet, Citia est plus qu'un simple acteur culturel parmi d'autres, elle est soutenue par l'ensemble des collectivités et par l'Etat, et exprime une volonté politique forte de s'investir dans ce secteur. De plus, de par son implication originelle au sein d'Imaginove, elle acquiert une légitimité et une reconnaissance importantes au sein de ce pôle de compétitivité d'ampleur régionale: Citia « est un des acteurs importants de son développement, notamment dans les dimensions « Image en mouvement » (cinéma d'animation, multimédia, interactivité), ainsi que dans l'animation de son territoire (Annecy et Haute-Savoie), identifié comme l'une des quatre zones d'excellence (avec Lyon/Villeurbanne, Valence et Lussas) »<sup>44</sup>. Ce statut donne du poids à Citia dans ses relations avec les autres acteurs et facilite donc le développement de projets, la recherche de financements et le développement de partenariats.

Ainsi, le statut d'établissement public et la crédibilité qu'a su en tirer Citia permet la multiplication des projets sur le territoire, mais surtout une meilleure visibilité de la politique globale par la population et l'ensemble des acteurs. Tout cela suscite un réel intérêt autour de l'image animée et fait naître une certaine émulation sur le territoire :

« On ressent une forme d'émulation qui commence à prendre tournure et qui s'inscrit dans le temps. Cela ne se fait pas du jour au lendemain mais ça commence à prendre corps effectivement. Citia devient une partie émergente, ce qui était moins évident auparavant. Avant, le festival c'était juste un festival spécialisé, essentiellement destiné aux professionnels, et qui ne concernait pas tellement la population locale, donc c'était plutôt vu de loin. Il y a eu depuis quelques années un gros effort, Citia a vraiment apporté une visibilité à tout ce qui se faisait et tout ce qui est en train de se faire. La structure a créé un espèce de sillage, dans lequel ce sont installés un certain nombre de partenaires. »<sup>45</sup>

---

<sup>44</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

<sup>45</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

## Chapitre IV. Mon stage au sein du service Espaces créateurs et jeune public

Lors de mon stage de fin d'étude, au sein de la Cité de l'Image en mouvement d'Annecy, je me suis vu confié deux missions distinctes à mener en parallèle pendant les quatre mois de la durée de mon stage. Mes missions étaient donc, d'un côté, l'organisation des huit rencontres Work In Progress dans le cadre du festival, et de l'autre, le suivi des actions d'éducation à l'image et l'organisation du Festival Anima-J, les séances scolaires du festival d'Annecy.

### **Section I : Mission Work In Progress**

#### **I) L'organisation d'un événement naissant au sein d'un festival d'envergure internationale**

Ma première mission, directement liée à la préparation du festival, a donc été l'organisation des 8 rencontres Work In Progress, un événement relativement nouveau. Les Work In Progress sont des présentations de projets de longs métrages en cours de réalisation. Ce sont les équipes de film (réalisateurs, scénaristes, producteurs, graphistes, etc.) qui viennent présenter au public leur projet en abordant différents points de la création (scénario, recherches de personnages, recherches graphiques) et de la production (histoire du projet, avancement de la production, financements). Programmés le matin, avec une première séance à 9h30 et une seconde à 11h, et accessibles à tous (aux accrédités ou par l'achat de billets), ces rencontres ont pour objectif de faire découvrir les coulisses d'un film au grand public et d'apporter de nouvelles informations sur un projet pour les professionnels.

Pour cette mission, si j'ai dû prendre progressivement en charge l'ensemble de l'organisation des rencontres, j'ai travaillé sous la direction de Monica Corbani, m'appuyant sur ses conseils et directives. Le travail de préparation consistait à être en relation constante avec les différentes équipes de films et les intervenants du festival afin de préparer avec eux

les détails de chaque rencontre. Pour les équipes de films, venant de France, du Mexique, d'Angleterre, de Pologne, de Chine ou d'Afrique du Sud, j'ai du préparer leur venue au festival et recueillir l'ensemble des informations concernant le contenu et les besoins techniques de leur présentation. Pour les intervenants du festival, à savoir le journaliste qui anime les rencontres et le technicien qui supervise les installations, j'ai du organiser les informations et travailler avec eux à la préparation de chaque rencontre.

Pour cela, j'ai du mettre en place des outils appropriés aux besoins de recueil, transmission et gestion des informations, en reprenant certains outils existants ou en en créant d'autres (bases de données FileMaker Pro, fiches d'informations à remplir, tableau de suivi des relations et des données, fiches techniques, etc.). L'important étant de bien veiller à avoir les informations dans les temps afin de pouvoir les traiter et les transmettre aux intervenants. Mon rôle étant d'être une personne relai, permettant la mise en relation et la coordination de l'ensemble des personnes liées à l'organisation des Work In Progress, j'ai du travailler avec les autres services de Citia et avec les intervenants. La préparation des projections de bandes-annonces en 3D relief a par exemple demandé beaucoup d'échanges avec le service gestion des films, le technicien, les projectionnistes et les équipes de films, afin d'obtenir les fichiers numériques, le matériel et les installations adéquates. J'ai également du suivre avec eux les détails de l'organisation : la réalisation des accréditations, les réservations de transports et d'hébergement, la commande des besoins annexes comme les interprètes, les lunettes 3D, les casques de traduction, etc.

Créé en 2008, Work In Progress est un événement encore nouveau au sein du festival. Pour cette 3<sup>ème</sup> édition, il a également fallu s'adapter à l'apparition de technologies nouvelles, puisque la 3D relief était largement présente avec 4 films sur 8. La spécificité de cette mission a donc nécessité d'être à l'écoute des demandes particulières de chaque équipe, tant au niveau technique que sur le contenu de leur présentation. Il a fallu savoir prendre en main rapidement certaines notions pour pouvoir comprendre et suivre ces éléments nouveaux, en particulier sur la 3D relief. Enfin, les Work In Progress ont encore besoin de se faire une place au sein des multiples événements du festival, paramètre qu'il a fallu prendre en compte dans la programmation, dans la communication et dans l'accueil du public.



## II ) La gestion de l'événement pendant le festival

Du 7 au 12 Juin, pendant le Festival d'Annecy 2010, ainsi que les quelques jours précédents, pour la préparation finale, mon rôle fut d'être le référent sur le site de Bonlieu pour les Work In Progress. J'étais donc la personne ressource pour l'ensemble des intervenants, techniciens, projectionnistes, mais également pour les équipes de films et pour le public. Ma mission était de m'assurer de la bonne préparation de chaque élément et du bon déroulement des séances, d'accueillir les équipes de films et de superviser les quatre bénévoles (accueil et distributions des casques, micros et lunettes). Une fois les séances terminées, l'après-midi était consacrée à la gestion de détails techniques et aux rendez-vous avec les équipes des prochaines séances, pour régler les dernières questions techniques et évoquer le contenu des présentations avec l'animateur.

Les huit rencontres Work In Progress ont attiré 1103 personnes, avec plusieurs séances en salle pleine ou pratiquement pleine. Nous avons eu de bons retours des équipes de films et du public. L'ensemble des huit rencontres s'est déroulé sans problèmes majeurs, et les imprévus ont été sans répercussions pour le public. Mais un tel événement apporte évidemment certains imprévus qu'il a fallu gérer. La principale difficulté a concerné la présentation du film « The Flying Machine », qui fut remise en cause une semaine avant le festival et entièrement réorganisée avec la venue d'une autre équipe de coproduction, ce qui a engendré de nombreuses difficultés d'organisation.

Après le festival, un bilan des Work In Progress a été fait avec Monica Corbani, ma responsable, et Patrick Eveno, le directeur de Citia, où nous avons pu réfléchir ensemble sur les points à améliorer. En est ressorti le fait que la présence des réalisateurs et scénaristes était indispensable pour présenter le projet de manière dynamique et intéressante pour le public. De même, devant l'intérêt exprimé par une classe de lycéens option cinéma pour un Work In Progress, l'idée de création d'un programme pour ce public comprenant une séance et une projection à émergée.

Cette mission fut donc formatrice sur plusieurs points. L'organisation en amont de l'événement m'a apporté des acquis méthodologiques et une expérience dans la gestion des relations avec les différents partenaires, en l'occurrence ici les équipes de films françaises et étrangères. La gestion du déroulement des Work In Progress m'a apporté des acquis en termes

de prise de responsabilité. Ainsi, j'ai beaucoup appris dans la gestion des imprévus en essayant d'être à la fois efficace et diplomate, tout en sachant anticiper les conséquences de ces problèmes.

## **Section II : Mission Education à l'image**

### **I) Le suivi des activités d'éducation à l'image menées tout au long de l'année**

La Cité de l'Image en mouvement d'Annecy, nouvelle structure qui a permis l'élargissement des missions autour du festival d'animation, a développé ces dernières années différentes actions d'éducation à l'image en direction des scolaires. Ces actions menées par Citia sont organisées en collaboration avec différents partenaires, notamment la Ville d'Annecy, l'ODAC<sup>46</sup>, l'Inspection Académique et l'Université de Savoie. Les deux principales actions menées par Citia sont les Parcours Culturels "Image Animée", développés dans le cadre des Parcours Culturels de la Ville d'Annecy, et le projet Animage, développé en collaboration avec l'Université de Savoie et l'Inspection Académique<sup>47</sup>. Une partie de ma mission liée à l'éducation à l'image a donc été de suivre ces projets pédagogiques et de participer aux actions qui leur étaient liées.

Le Parcours Culturel Image Animée, ou "Parcours Animé", programme d'activités autour de l'animation, est proposé aux classes des écoles primaires de la ville d'Annecy. Ce parcours comprend la visite guidée de Citia Expo, la réalisation d'un court film d'animation lors d'un stage d'une semaine, une projection spéciale sélectionnée et présentée par un invité du Festival d'Annecy, la participation à Anima-J, et la projection publique des films réalisés par les classes lors d'une soirée à Bonlieu. Six classes ont effectué cette année un Parcours Animé. Ma mission visait tout d'abord à s'assurer du bon déroulement des stages d'une semaine, qui se déroulent dans une salle spécialement équipée et sont encadrés par un intervenant professionnel. Par la suite, j'ai dû gérer les actions découlant de ces stages : suivre la finalisation des films (montage, création du DVD), organiser la séance avec l'invité du

---

<sup>46</sup> Office Départemental des Affaires Culturelles, organisme du Conseil général de Haute-Savoie

<sup>47</sup> Pour le projet Animage, ce sont des étudiants de Licence 3 Information-Communication qui encadrent et accompagnent des classes d'écoles primaires dans la réalisation d'un court film d'animation.

festival et la séance de projection des films, et enfin, préparer et suivre la réunion de bilan avec les enseignants et les intervenants. Le projet Animage étant plus avancé, mon travail s'est résumé au suivi des réunions et projections de ce projet.

Un projet de promotion des Parcours Animé auprès des enseignants et directeurs des écoles primaires de la ville a été mis en place cette année. Dans ce cadre, j'ai pu travailler à la réalisation d'un reportage sur les Parcours dans le but de créer un DVD à diffuser auprès des enseignants et directeurs d'écoles. En collaboration avec la réalisatrice multimédia de Citia, nous avons donc conçu et réalisé un reportage de 15 minutes sur l'expérience d'une classe lors d'un stage de Parcours Animé. Pour cela nous avons passé une semaine avec cette classe lors de son stage de réalisation, pour filmer leur expérience. Cela m'a permis de vivre un projet pédagogique en me plaçant du côté des élèves. Mais réaliser un tel reportage est surtout un exercice de médiation très enrichissant puisque cela permet de réfléchir aux enjeux du projet pédagogique et de les mettre en perspective des actions mises en place.

## **II) L'organisation du festival scolaire Anima-J**

La seconde partie de ma mission d'éducation à l'image fut l'organisation du festival scolaire Anima-J, en marge du Festival international du film d'animation. Ces séances scolaires du festival, qui se déroulent la semaine suivante, existent depuis 1971. Elles sont le temps fort de l'action d'éducation à l'image puisqu'elles permettent à un grand nombre d'élèves d'assister à une projection de courts métrages sélectionnés parmi la programmation officielle du festival.

2010 a été une année charnière pour ces séances scolaires puisque cet événement a connu de nombreux changements. Ce festival a tout d'abord été élargi à trois salles de l'agglomération (La Turbine de Cran-Gevrier et L'Auditorium de Seynod se sont ajoutés à Bonlieu Scène Nationale). Il s'est également ouvert aux classes de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> des collèges du département grâce à une programmation supplémentaire. Enfin, l'événement a changé de nom, les JICA Enfant<sup>48</sup> sont devenus Anima-J, et une nouvelle communication a été développée. Ces multiples transformations ont impliqué de nombreux changements au sein d'une organisation simple et rodée, au moment où l'équipe était déjà pleinement concentrée sur l'organisation d'Annecy 2010.

Mon travail a donc consisté en la mise en place de cette nouvelle organisation. J'ai du travailler en relation avec les trois salles accueillant les séances, pour travailler avec eux à la coordination de la préparation et des plannings, et avec l'ODAC pour préparer avec eux la venue des classes de collèges. Nous avons créé une nouvelle communication avec les services Communication, PAO et Systèmes d'Informations de Citia. Il a également fallu transmettre aux écoles les modalités de participation et suivre les inscriptions réalisées par les trois salles. J'ai assuré l'accompagnement des jurys composés d'enseignants, de représentant de l'Inspection Académique et de la Ville, ainsi que des personnels des salles (réunion de préparation, accréditation, programme, réunion de délibération). J'ai suivi la réalisation des dvd, programmes et bulletins de vote et assuré après le festival le dépouillement des votes et questionnaires. Enfin, pendant la semaine d'Anima-J, j'ai assuré la présentation des séances à Bonlieu Scène Nationale.

### **III ) Le bilan de la mission d'éducation à l'image**

Les Parcours Culturels "Image Animée" sont des projets pédagogiques qui offrent un ensemble d'activités très complet, encadrés par des intervenants professionnels. Ces Parcours sont très appréciés des enseignants et des élèves qui y participent. Mais ils peuvent encore gagner en ampleur en touchant un public plus large et plus nombreux. Le reportage a été réalisé pour donner aux enseignants l'envie de participer et ainsi augmenter le nombre d'inscriptions. Le festival Anima-J touche quant à lui un public de plus en plus important avec 11 000 élèves accueillis cette année contre 8 000 en 2009. Cet événement a connu un réel développement cette année et cette nouvelle organisation pourra être reconduite, voir étendue l'année prochaine. Et si cet événement de sensibilisation reste une simple projection, elle permet aux élèves de voir des films différents et elle s'inscrit dans un ensemble d'actions disponibles pour les classes, avec l'exposition et les Parcours Animés.

Au delà des nouvelles compétences et expériences acquises, cette mission d'éducation à l'image m'a surtout permis d'analyser la situation globale des projets pédagogiques avec les scolaires en me mettant en relation avec l'ensemble des partenaires et avec les enseignants. Elle m'a permis de prendre conscience des moyens et des difficultés que connaissent de tels projets, mais également des attentes et de l'engagement des enseignants sur ces questions.

---

<sup>48</sup> Les Journées Internationales du Cinéma d'Animation furent l'ancien nom du Festival international du film

Enfin, j'ai pu prendre des initiatives dans la réalisation de mon travail, notamment dans la réflexion sur le projet du reportage et dans mes méthodes de travail pour l'organisation d'Anima-J.

## **Partie III : L'éducation à l'image à Annecy : enjeux de développement**

L'éducation artistique et culturelle est un secteur très développé sur le bassin annecien. Une politique forte et innovante est menée par la ville en collaboration avec les partenaires culturels et pédagogiques. Et aujourd'hui, différents acteurs du territoire viennent enrichir et élargir cette politique, créant une réelle dynamique autour de cette action sur le département. Au sein de cette politique d'éducation artistique et culturelle, nous nous intéresserons au développement des actions d'éducation à l'image, un champ d'intervention également en plein essor sur ce territoire.

Nous essayerons tout d'abord de mettre en lumière les raisons d'un tel dynamisme en étudiant le contexte qui a permis le développement de l'éducation à l'image. Puis nous réfléchirons aux moyens de pérenniser et de développer cette démarche sur le territoire, en nous questionnant sur l'intérêt particulier de l'animation dans une démarche d'éducation à l'image et sur les moyens nécessaires à son développement.

# Chapitre V. Etat des lieux de l'éducation à l'image à Annecy : histoire, développement et situation actuelle

## Section I : Le développement d'une action forte dans le domaine de l'Education Artistique et Culturelle

### I) Les Parcours Culturels de la Ville d'Annecy<sup>49</sup>

La ville a très tôt mis en place une importante politique d'éducation artistique et culturelle, et cette action fait aujourd'hui pleinement partie du paysage culturel annecien. Dans les compétences obligatoires de la commune figurent la gestion des établissements scolaires des écoles primaires ainsi que la prise en charge de l'enseignement artistique. Si la mise en place d'actions d'éducation artistique et culturelle n'est pas une compétence obligatoire, elle est aujourd'hui souvent développée en prolongement des deux compétences citées, mais peut prendre des formes très variées. Les Parcours Culturels de la ville d'Annecy sont aujourd'hui ancrés dans le territoire car ils résultent d'une politique volontaire et innovante et d'un développement riche de désormais 15 ans d'expérience. Annecy a en effet été une ville pilote dans ce domaine puisque dès 1995 une expérimentation était mise en place. Elle fut alors « une des villes pilotes désignées par le Ministère de la Culture pour développer l'éducation artistique »<sup>50</sup> et un premier « Plan local de développement de l'éducation artistique » fut établi entre la ville et l'Inspection Académique. Ce plan local fut reconduit et réajusté à plusieurs reprises jusqu'à aujourd'hui.

Les Parcours Culturels, mis en place dès le premier Plan de 1997, définissent les différents projets d'éducation artistique et culturelle. Ils proposent aux classes une série

---

<sup>49</sup> Pour la présentation de cette politique d'éducation artistique et culturelle, j'ai pu m'appuyer sur l'étude de cas que j'ai réalisée dans le cadre du dossier « Quelle politique pour l'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire ? » (séminaire Politiques Culturelles sous la direction de P. Teillet, Master 1 Direction de Projets Culturels, IEP de Grenoble)

<sup>50</sup> *Plan local pour le développement de l'éducation artistique et l'aménagement des rythmes de vie de l'enfant et du jeune à Annecy* du 14 février 1997, mis en œuvre par la ville d'Annecy, l'Inspection académique de la Haute-Savoie, la DRAC et la DDJS.

d'activités autour d'une dominante artistique. Chaque parcours est proposé par une structure culturelle et doit être inscrit par les établissements scolaires dans leur projet d'école. Il existe sept parcours (arts plastiques, image animée, art vivant, danse, littérature jeunesse, musique et patrimoine) qui impliquent des structures comme la Cité de l'Image en mouvement, l'Ecole d'Art, le Musée-Château, Bonlieu Scène Nationale, le conservatoire ou les bibliothèques municipales. Ces sept Parcours Culturels sont donc des actions clairement structurées, qui offrent aux enseignants et aux élèves la possibilité de mener un projet artistique dans des domaines variés. Ces actions, de par leur nature, permettent de passer de la sensibilisation des enfants à l'art à l'initiation à la pratique artistique. Ils visent à toucher le plus grand nombre d'élèves possible : 70% des élèves des classes primaires d'Annecy bénéficient chaque année d'un Parcours Culturel<sup>51</sup>, ce qui permet à la quasi totalité des enfants de participer à au moins un Parcours sur l'ensemble de leur scolarité.

La politique d'éducation artistique et culturelle menée par la ville d'Annecy est donc une politique portée sur le long terme, ce qui permet aux projets développés dans le cadre des Parcours Culturels de pouvoir s'appuyer sur un dispositif bien ancré dans les projets d'établissements scolaires et culturels. En effet, les Parcours sont développés en partenariat avec les grands établissements culturels, soutenus par la ville ou l'agglomération, qui sont des acteurs centraux, en relation avec d'autres acteurs et partenaires du territoire. Cela permet de s'appuyer sur des structures fortes, qui disposent de moyens matériels conséquents et qui ont la capacité d'ancrer le Parcours dans leur projet. Les Parcours Culturels existent aujourd'hui depuis longtemps et sont donc bien connus des enseignants et directeurs d'établissements scolaires. Ainsi les enseignants qui vont participer à un Parcours peuvent s'engager pleinement dans la démarche et l'intégrer de manière efficace dans le projet de classe, en lien avec le programme scolaire. Nous reviendrons plus longuement sur ces questions par la suite, à travers l'analyse des actions d'éducation à l'image.

Enfin, une politique culturelle menée sur 15 ans permet la mise en place d'un travail d'évaluation indispensable au développement d'une telle action. En effet, mener une réflexion conséquente sur un projet et son territoire permet de mettre en œuvre des actions adaptées aux spécificités de ce dernier. Le « Plan local de développement de l'éducation artistique » d'Annecy fait donc l'objet, depuis sa création, d'une politique d'évaluation forte. Dès 1999, une première évaluation est commandée à l'Observatoire des Politiques Culturelles de

---

<sup>51</sup> BORDEAUX Marie-Christine, *Education artistique et culturelle. L'exemple d'Annecy*, 2005.



Grenoble, afin d'analyser la mise en place du dispositif et d'en tirer des conclusions qui ont servi à la définition du second plan, en 2000. De même, une seconde évaluation a également été commandée à l'Observatoire des Politiques Culturelles en 2005. Celle-ci n'a plus eu pour objectif d'évaluer la pertinence et l'efficacité du dispositif partenarial mais plutôt l'impact de l'action sur les élèves et leurs pratiques culturelles. Et ces évaluations ont justement démontré l'intérêt d'une action menée sur le long terme avec une certaine stabilité, puisque selon les résultats, le dispositif des Parcours Culturels apporte une « garantie de qualité, de stabilité et de durée »<sup>52</sup> dans la sensibilisation des élèves.

## **II ) Une dynamique plus large sur le territoire**

Grâce à la présence d'autres acteurs et d'autres dispositifs, une dynamique plus large d'éducation artistique et culturelle existe sur le territoire de l'agglomération et du département de Haute-Savoie.

Sur l'agglomération, des structures culturelles spécialisées dans l'éducation artistique et culturelle existent. On retiendra, dans le domaine du cinéma d'animation, l'Atelier AAA qui travaille en direction du public scolaire sur l'ensemble de l'agglomération, voire de manière plus large. De même, des actions d'éducation artistique et culturelle sont menées dans les autres communes, en partenariat avec les structures culturelles locales. Cette dynamique générale permet aujourd'hui d'entamer une réflexion de développement des Parcours Culturels sur l'agglomération, ce qui nécessiterait un nouveau transfert de compétences : « Un autre chantier d'étude est pris en charge par la communauté d'agglomération. Il concerne la politique d'éducation artistique, qui pourrait être formalisée à l'échelle du territoire intercommunal. Ce thème a régulièrement fait l'objet d'un travail d'observation et d'étude par la ville d'Annecy. Il s'agirait de lui fixer des prolongements en intégrant la problématique de l'agglomération. »<sup>53</sup>.

De même, l'ODAC (Office Départemental d'Action Culturelle de la Haute-Savoie) mène une importante politique d'éducation artistique et culturelle en direction des collèges, les établissements rattachés au Conseil général. En effet, une politique structurante baptisée « Les chemins de la culture » a été mise en place autour des dispositifs nationaux (Collégiens

---

<sup>52</sup> BORDEAUX Marie-Christine, *Op Cit.*

<sup>53</sup> Jean Pierre Saez, in *Culture, musées et intercommunalité*

au concert, collège au cinéma, Prix littéraire des collégiens, Musée hors les murs...). Une convention de partenariat entre l'Etat (la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le Rectorat d'académie de Grenoble, l'Inspection d'académie de la Haute-Savoie, le Centre Régional de Documentation Pédagogique) et le Département de la Haute-Savoie (le Conseil général et l'Office Départemental d'Action Culturelle) a été signée en janvier 2008 pour une durée de trois ans.

## **Section II : L'apport du pôle culturel dans le développement d'une action d'éducation à l'image**

Nous allons désormais nous intéresser plus particulièrement aux actions d'éducation à l'image développées autour de l'animation. Ces actions mises en place sur le territoire annecien s'inscrivent donc dans le contexte plus large d'une politique d'éducation artistique et culturelle forte. Mais l'éducation à l'image s'inscrit également dans le contexte du pôle culturel développé à Annecy autour de l'image animée, comme nous l'avons vu en première partie. Pour nous, l'intérêt sera de pouvoir étudier une pratique d'éducation artistique et culturelle précise, en observant comment celle-ci prend place dans un pôle culturel correspondant à son domaine, en analysant les avantages que l'on peut en retirer, mais également les difficultés rencontrées.

### **I) Volonté politique et effets déclencheurs**

Tirant parti de ces deux contextes favorables, l'éducation à l'image a pris une place importante dans le paysage culturel et pédagogique annecien. Si des actions ont très tôt été menées, avec notamment les JICA Enfants<sup>54</sup> et les actions de l'Atelier AAA, le développement de l'éducation à l'image s'est fait avec la création de Citia et l'investissement de cette structure dans ce champ d'intervention, multipliant considérablement les actions et les partenariats, et augmentant ainsi le nombre d'enfants touchés par des actions de

---

<http://www.couac.org/Culture-musees-et-intercommunalite>

<sup>54</sup> Les JICA Enfants (aujourd'hui appelées Anima-J) sont les séances scolaires du Festival d'Annecy, se déroulant la semaine suivant le festival. Elles existent depuis 1971.

sensibilisation à l'image animée. L'existence d'un pôle culturel autour de l'animation a ainsi été un élément déclencheur dans ce développement, et ce à plusieurs niveaux.

Le projet de pôle culturel soutenu par les collectivités territoriales, à l'époque encore en réflexion autour de l'association Cica<sup>55</sup>, a permis de s'appuyer sur une forte volonté politique pour lancer les actions d'éducation à l'image. Comme l'explique Daniel Bouillot, délégué à l'action économique, à la formation et à la recherche à Citia : « Bien sûr tout ce dont on parle ici n'aurait pas fonctionné s'il n'y avait pas eu une volonté politique. Et la volonté politique au départ a été portée par Dominique Puthod, qui a l'énorme avantage d'être à la fois une personnalité dans le domaine politique (maire adjoint à la ville d'Annecy, vice-président au Conseil général chargé notamment de la culture), mais d'être quelqu'un qui était président du Cica et qui est aussi enseignant à l'université »<sup>56</sup>.

La préfiguration de ce pôle culturel a également été un élément déclencheur dans la mise en place du partenariat entre la ville d'Annecy, la structure culturelle Cica et l'Education Nationale. Cela a permis à la structure d'établir un partenariat solide entre les acteurs, et donc d'enclencher des actions conséquentes en débloquant des moyens importants. Pour Daniel Bouillot, le statut de la structure est un élément déterminant dans le développement de telles actions : « Ce fut un travail de longue haleine, qui peut être facilement remis en question suite à une réduction de moyens, un changement de politique ou de responsable. Et là à nouveau le rayonnement de Citia aide, contribue à pérenniser ce type d'actions, parce que quelque part ça donne vraiment une référence importante. On serait une petite association, ça ne serait pas vu de la même manière. Donc ça crédibilise complètement la démarche »<sup>57</sup>.

## **II ) L'apport d'un EPCC sur le développement des actions**

Si le statut de Citia est un élément primordial dans un tel projet, c'est parce que la structure est un Etablissement Public de Coopération Culturelle fondé et soutenu par l'ensemble des collectivités territoriales (Etat, Région, Département, Communauté d'Agglomération). A ce titre, la Cité de l'Image en mouvement s'est vue confier une mission de développement du secteur de l'image animée à Annecy. Elle a donc la mission, les moyens, mais surtout la légitimité de développer des actions diverses, dans le but de mener

---

<sup>55</sup> Centre International du Cinéma d'Animation

<sup>56</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

une politique globale autour de l'animation à travers trois axes : la culture, l'économie, la formation/recherche. Les actions d'éducation à l'image s'inscrivent donc dans le projet de la structure, et bénéficient de la légitimité et du soutien politique de l'EPCC.

De plus la politique d'éducation à l'image de Citia va s'intégrer dans l'ensemble des actions développées par la structure. Elle sera menée en relation avec les autres projets et bénéficiera donc de différentes infrastructures et des actions existantes. Par exemple, Citia a intégré dans le programme des Parcours Culturels Image Animée la visite de l'exposition, une séance dans le cadre du Festival, et la participation à Anima-J. La politique d'éducation à l'image bénéficie également de la reconnaissance de Citia, en tant qu'organisateur du festival, auprès des partenaires nécessaires à la réalisation des actions (intervenants, invités du festival, prestataires, acteurs culturels, etc.).

La stabilité des subventions, le soutien politique et les relations solides avec les partenaires permettent à la Cité de l'Image en mouvement de pouvoir travailler avec une vision sur le long terme. Ainsi, Citia a pu rapidement développer sa politique d'éducation à l'image en s'appuyant sur cette stabilité, comme l'analyse Daniel Bouillot : « tout cela ne peut se mesurer que sur du long terme, ce n'est pas avant 10 ou 15 ans qu'on prendra la mesure des efforts qui sont fait actuellement dans cette direction. Heureusement, une structure telle qu'un EPCC permet de travailler à cette échelle. On est en effet capable de raisonner avec des perspectives 3 à 5 ans parce que l'on travaille avec des partenaires institutionnels qui doivent s'imposer ce genre de vision. [...] Avec son ancrage institutionnel, la structuration en EPCC présente ainsi l'avantage de mener des projets d'ampleur qui peuvent s'inscrire dans la durée »<sup>58</sup>.

### **III ) L'intérêt suscité par le Festival international du film d'animation**

La présence d'un événement international autour du cinéma d'animation dans la ville, ainsi que son ancrage historique, permettent de créer un réel intérêt pour l'animation chez l'ensemble de la population du territoire. « Avoir un tel festival [...] ça draine des gens vers le cinéma d'animation : les gens participent au festival, ont envie d'en savoir plus, apprennent

---

<sup>57</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

qu'on a des structures ici qui leur permettent de faire leur propre film, de découvrir ce qu'est le cinéma d'animation, ça draine du monde »<sup>59</sup> remarque Nadia Talah, directrice de l'Atelier AAA.

Ainsi, cet intérêt est perceptible à la fois chez les élèves et chez les enseignants qui montrent une volonté forte de participer et de s'impliquer dans une action d'éducation à l'image. Mais cet intérêt existe également chez les acteurs culturels et pédagogiques, qui s'engagent dans le développement de telles actions.

### **Section III : L'éducation à l'image à Annecy : un fort potentiel mais un développement difficile**

#### **I) L'apparition d'une certaine émulation autour de l'éducation à l'image**

De nombreuses actions développées, des partenariats solides et un fort intérêt de la part des enseignants et des acteurs pédagogiques permettent aujourd'hui l'apparition d'une certaine émulation autour de l'éducation à l'image à Annecy.

La Cité de l'Image en mouvement est devenue un acteur central par le développement de différents dispositifs pédagogiques en direction du public scolaire. Ces dispositifs sont des parcours de sensibilisation au cinéma d'animation qui misent sur un programme riche et varié, centré autour d'un exercice de pratique de réalisation. Animage, le Parcours Culturel Image Animée, et Images de Collégiens sont donc des parcours déclinés suivant les publics – en direction des écoles maternelles, des écoles élémentaires et des collèges – et développés en partenariat avec la ville, le Conseil général ou l'Inspection Académique. Citia dispose d'intervenants professionnels et d'une salle équipée, moyens qui lui permettent d'axer ses projets autour de l'animation numérique. Ces actions permettent à environ 900 élèves de bénéficier d'une sensibilisation à l'image animée, auxquels s'ajoutent les 11 000 élèves participants à Anima-J et l'ensemble des élèves qui visitent l'exposition.

L'association de l'Atelier AAA est un autre acteur important dans le domaine de l'éducation à l'image sur le territoire annecien. Depuis les années 1980, cette structure a

---

<sup>58</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

<sup>59</sup> Entretien avec Nadia Talah réalisé le 28/06/10, voir annexe 2

développé des ateliers de réalisation de films d'animation pour les écoles, puis progressivement pour les collèges et les lycées. L'action de l'Atelier AAA est axée sur le cinéma d'animation traditionnel et sur la découverte d'un cinéma différent : « ce qu'on veut c'est que les enfants comprennent vraiment ce qu'est le cinéma d'animation, le principe image/image. Et donc on a vraiment un programme qui a différentes étapes, qui permet justement de travailler afin que les films soient vraiment des films faits par les participants, et non par nous. Et pour que ce soit possible, il faut vraiment qu'ils comprennent ce qu'est le cinéma d'animation, qu'ils voient des films d'auteurs, qu'ils se rendent compte des techniques en initiation, en leur montrant des films »<sup>60</sup>.

A ces deux acteurs centraux s'ajoutent de nombreux festivals cinématographiques dédiés aux enfants ou comprenant des actions scolaires, un Cinébus, les programmes nationaux (Ecole, collège et lycée au cinéma), mais également les actions liées à l'image rentrant dans le cadre des dispositifs du Conseil général (Chemins de la Culture) et du Conseil Régional (Soprano).

## **II ) L'éducation à l'image et la politique de l'Education Nationale**

Pour l'Education Nationale, l'éducation à l'image s'inscrit, au niveau des programmes scolaires, dans le cadre plus large des arts visuels. L'enseignement des arts visuels se faisant essentiellement dans le cadre d'une pédagogie de projet, et non dans le cadre de cours théoriques, l'Education Nationale a créé dès 1995, au sein des Inspections Académiques, des postes de conseillers pédagogiques spécialisés dans les arts visuels. Martine Lepeltier est la "conseillère pédagogique arts visuels" du département de Haute-Savoie. Le rôle de ces conseillers est d'inciter et d'accompagner les projets liés aux arts visuels : « on est initiateur de projet mais on accompagne aussi des projets dans les écoles, sur demande, sur une initiative du directeur d'école ou de l'enseignant »<sup>61</sup>. Il s'agit de servir d'interface entre les différents acteurs participant à un projet pédagogique : l'Inspection Académique, les classes, les enseignants et les structures culturelles.

Si les programmes scolaires ont fait une place grandissante aux arts visuels jusqu'en 2005, en s'ouvrant à des formes nouvelles comme l'image animée, la tendance est aujourd'hui

---

<sup>60</sup> Entretien avec Nadia Talah réalisé le 28/06/10, voir annexe 2

<sup>61</sup> Entretien avec Martine Lepeltier réalisé le 25/06/10, voir annexe 2

inversée : « Ça apparaît toujours dans les programmes, mais décliné de façon moins précise, puisque dans les programmes de 2008 par rapport à ceux de 2005 il y a une importance moins large. Et puis en ce moment, c'est l'histoire des arts : donc on est plus dans l'idée de revenir vers une culture fondatrice que d'être vraiment dans son temps et comprendre comment marchent toutes ces images qui nous sont imposées. [...] Il y a eu un changement de cap »<sup>62</sup>.

### **III ) Une situation fragile et un développement difficile**

Ce « changement de cap » de l'Education Nationale va plus loin que le contenu des programmes scolaires et révèle bien la fragilité des projets pédagogiques liés à l'éducation à l'image : « En ce moment, au niveau de notre hiérarchie, on est en train de se retirer, de retourner à des choses qui sont dites "plus fondamentales". [...] Alors l'année prochaine nous aurons 0 euros de crédit pédagogique, et c'est quand même le nerf de la guerre. A partir du moment où l'on met juste la compétence des conseillers pédagogiques à disposition des enseignants pour coordonner, on ne peut pas initier »<sup>63</sup>. L'Inspection Académique n'assurera donc plus qu'un rôle d'accompagnement, en mettant à disposition une personne ressource.

Mais d'ors et déjà, le développement de projets d'éducation artistique et culturelle reste difficile et aléatoire lorsque ceux-ci ne se font pas dans le cadre de politiques fortes comme les Parcours Culturels à Annecy. Selon Nadia Talah, les communes de taille moins importante ont beaucoup de difficultés pour faire bénéficier à leurs élèves des parcours et ateliers proposés par les acteurs culturels : « les primaires sont vraiment lésés là-dessus. [...] Il n'ont aucun moyen sur le département, soit on dépend d'Annecy, et dans ce cas là on peut faire le Parcours Animé qui est gratuit, si on ne dépend pas d'Annecy et qu'on veut faire une activité en cinéma d'animation [...] c'est des financements propres, les parentes d'élèves, la commune qui donne une participation pour chaque élève. Mais il ne faut plus attendre une aide de l'Inspection Académique ou de la Drac au niveau des primaires »<sup>64</sup>.

La situation va donc tout d'abord fortement dépendre de la collectivité locale et de ses moyens, mais également de l'investissement des enseignants. En effet, l'absence de dispositifs existants et organisés par des structures culturelles et le manque de financement vont obliger l'enseignant à trouver lui-même les partenaires, le financement, et à développer

---

<sup>62</sup> Entretien avec Martine Lepeltier réalisé le 25/06/10, voir annexe 2

<sup>63</sup> Entretien avec Martine Lepeltier réalisé le 25/06/10, voir annexe 2

le projet. Pour Nadia Talah, « c'est malheureux d'en arriver là, parce qu'ils ont eu à un moment une politique d'ouverture artistique énorme, et puis après on ferme comme ça du jour au lendemain les robinets, c'est pas facile pour les enseignants »<sup>65</sup>.

---

<sup>64</sup> Entretien avec Nadia Talah réalisé le 28/06/10, voir annexe 2

<sup>65</sup> Entretien avec Nadia Talah réalisé le 28/06/10, voir annexe 2



## Chapitre VI. Les enjeux de l'éducation à l'image en Haute-Savoie : comment pérenniser et développer une démarche d'éducation artistique et culturelle sur un territoire ?

### **Section I : L'intérêt particulier de l'animation dans une démarche d'éducation à l'image : se saisir d'un potentiel pour dépasser la simple initiation à l'art**

Aujourd'hui, la mise en place de projets d'éducation à l'image est plus ou moins difficile suivant la situation des établissements et des collectivités. Mener un tel projet nécessite donc une implication forte de l'enseignant, que ce soit dans l'organisation de l'action avec les partenaires ou dans le développement même du projet artistique avec les élèves. Mais lorsque l'on observe les enseignants et l'ensemble des acteurs impliqués sur le territoire annecien, on peut remarquer une volonté forte de poursuivre et de développer cette action, qui se traduit par un réel engagement en faveur de l'éducation à l'image, notamment à travers le médium de l'animation. Avant d'étudier le potentiel de cet engagement et les possibilités de développement de cette action, il est donc légitime de s'interroger sur l'intérêt, ou plutôt les intérêts, que représentent l'éducation à l'image et le cinéma d'animation aux yeux des acteurs qui s'y investissent. Car le principal potentiel d'une action réside bien dans l'intérêt qu'il peut susciter auprès des acteurs et des publics, en faisant écho à des besoins et en créant une nouvelle dynamique.

#### **I ) Aller plus loin que la sensibilisation artistique**

Dans les projets d'éducation à l'image passant par le cinéma d'animation, c'est tout d'abord la richesse et la variété des actions qui attirent les enseignants. Avec l'animation, il est possible d'allier la sensibilisation artistique – histoire du cinéma d'animation, visionnage de films, analyses et débats – à des actions d'initiation à la réalisation. Cela permet d'aller

plus loin que la sensibilisation, de lui donner sens grâce à un exercice pratique. L'initiation à la réalisation nécessite des moyens et des dispositifs qui peuvent être facilement mis en place, mais surtout qui sont accessible pour tous. Il peut s'agir de créer des dessins, d'utiliser des objets, de manipuler des outils comme l'appareil photo ou les logiciels. Pour l'avoir observé dans le cadre des Parcours Animés de Citia, ces activités variées suscitent un fort intérêt de la part des élèves. Les avancés du travail sont rapidement visibles et l'implication des élèves est donc très forte. Gaël Abegg-Gauthey, intervenant professionnel encadrant les Parcours Animés, est impressionné par cette engagement des élèves : « Les enfants ont une capacité qui est vraiment extraordinaire à s'approprier toutes les techniques. Ils ont une facilité à utiliser l'ordinateur ou les outils qui sont mis à leur disposition. C'est assez étonnant »<sup>66</sup>.

L'exercice pratique de réalisation d'un film d'animation permet également aux enseignants de mener une action transversale avec leurs élèves, comme en témoigne Heidi Muller, enseignante participant avec sa classe au Parcours Animé : « Ça peut être une entrée arts visuels, une entrée scientifique, [...] le français, avec l'expression écrite notamment, la structuration du récit, [...] on touche là vraiment à tous les aspects des programmes »<sup>67</sup>. Le projet peut donc être intégré au programme scolaire et la préparation de la réalisation va souvent permettre de réunir les élèves dans le cadre de différents enseignements, en classe.

Ces atouts font que les actions d'éducation à l'image développées sur le territoire annecien ont, aux yeux des acteurs y participant, un fort potentiel à la fois en termes de pédagogie, et à la fois en termes de travail artistique. Pour Martine Lepeltier, conseillère pédagogique départementale arts visuels, le cinéma d'animation permet de mener des actions riches et variées : « c'est un langage, donc on peut tout faire avec l'image animée. Parler de sciences, avoir un projet de création littéraire, faire un clip d'information, etc. Et maintenant avec les nouveaux médias, on peut travailler sur le films, la vidéo, la photo »<sup>68</sup>. Ainsi, selon Daniel Bouillot, délégué à l'action économique, à la formation et à la recherche à Citia, ces actions permettent d'aller plus loin que la simple sensibilisation artistique et ont un intérêt pédagogique plus large : « l'image animée, outre sa dimension culturelle, est en effet un

---

<sup>66</sup> Gaël Abegg-Gauthey, intervenant professionnel. Témoignage recueilli pour le reportage sur les Parcours Animés que j'ai réalisé dans le cadre de mon stage.

<sup>67</sup> Heidi Muller, enseignante. Témoignage recueilli pour le reportage *A la découverte des Parcours Animés*, réalisé dans le cadre de mon stage.

<sup>68</sup> Entretien avec Martine Lepeltier réalisé le 25/06/10, voir annexe 2

fantastique outil pédagogique qui peut aider les enseignants à apporter de la connaissance dans beaucoup de domaines auprès des enfants »<sup>69</sup>.

## II ) Développer une pédagogie de projet pertinente

Les bilans et les retours des enseignants, après leur participation à une action d'éducation à l'image, montrent que le projet a apporté une posture pédagogique intéressante et bénéfique à la classe : « parcours très formateur sur les plans didactique et pédagogique », « permet de travailler en projet interdisciplinaire et de donner du sens aux apprentissages », « les élèves sont mis face à la nécessité de coopérer dans un même projet »<sup>70</sup>. La mise en place d'un tel projet au sein d'une classe, et sa réalisation sur l'ensemble de l'année scolaire, permet aux enseignants de développer une pédagogie de projet pertinente qui va donner sens aux apprentissages et permettre de travailler d'une nouvelle manière : « On a appris un peu plus que ce que l'on aurait appris d'une manière classique. C'est le travail en groupe, c'est la dynamique autour d'un projet, tous ces éléments qui font que certains enfants vont changer de posture, parce qu'ils se sont découvert quelque chose, etc. Il s'agit de moyens détournés par rapport aux démarches scolaires plus "classiques" : on prend un petit peu les gens par un côté auquel ils ne s'attendent pas, ils sont moins habitués donc ça permet d'être plus efficace dans la démarche »<sup>71</sup>.

Cette pédagogie de projet permet de changer les habitudes du groupe classe car l'apprentissage se fait dans un autre contexte, d'une autre manière. Les relations dans la classe s'en trouvent changées, comme en témoignent les enseignants :

« ça change les relations entre élèves, et entre les élèves et l'enseignant », « modification des relations entre élèves : constitution de nouveaux groupes relationnels, statuts différents de certains élèves », « favorise les échanges entre enfants qui doivent conjuguer leurs réflexions et leurs efforts sur le plan commun », « comme chaque année les plus timides ou du moins les plus effacés par rapport aux fortes personnalités de la classe se sont révélés et ont su rapidement

---

<sup>69</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

<sup>70</sup> Témoignage tirés des bilans des enseignants ayant participé aux Parcours Animés

<sup>71</sup> Entretien avec Daniel Bouillot réalisé le 22/06/10, voir annexe 2

maitriser le logiciel. Ils sont devenus des personnes ressources dans les différents groupes. L'animation leur a donné un nouveau mode d'expression »<sup>72</sup>

Le travail en projet va nécessiter de nouvelles compétences et donc mettre en avant de nouvelles personnes ressources. Selon Martine Lepeltier, cet aspect est très important pour une classe : « On est ensemble, c'est un travail d'équipe. Donc il y a une redistribution des compétences. Il y a des élèves qui savent faire des choses que les enseignants ne savent pas faire. Il y a des élèves qui n'ont pas de place dans la classe d'habitude, parce qu'ils sont peut-être un peu en difficulté, et qui là arrivent à en trouver une. C'est un autre langage, qui permet à certains individus qui justement ne maitrisent pas bien le langage de dire des choses, de trouver leur place, et d'être valorisé »<sup>73</sup>.

### **III ) Apporter une réflexion sur l'image**

Mais si, parmi l'ensemble des actions d'éducation artistique et culturelle, l'éducation à l'image retient aujourd'hui une attention particulière auprès des acteurs pédagogiques et culturels, c'est qu'il semble exister un réel besoin d'apprentissage dans ce domaine pour les élèves. L'image, sous toutes ses formes, est aujourd'hui omniprésente et devient aussi importante que l'écrit et la parole dans la transmission du savoir. Il y a donc une prise de conscience de la société, un besoin de comprendre et de maîtriser les images. Pour Martine Lepeltier, les actions pédagogiques liées à l'animation permettent de répondre à ce besoin : « cette culture cinématographique, télévisuelle, mais aussi photographique, [est] indispensable à la construction du citoyen. Je pense qu'il y a une vraie histoire de société, avec l'image qui se développe de partout et qui nous envahit et qu'il faut bien dominer. Comment est-ce qu'on peut la dominer ? En en fabriquant ! C'est comme ça que l'on comprend comment c'est fait et que l'on peut être libre vis à vis de l'image, et non pas manipulé par elle »<sup>74</sup>.

A travers l'exercice pratique de réalisation d'un film d'animation, l'intérêt réside justement dans l'apprentissage de la fabrication de l'image en mouvement. La compréhension des mécanismes de création permettent la réalisation d'une séquence d'animation, et donc la maîtrise de l'image. Lors d'un stage de réalisation, les élèves doivent comprendre le fonctionnement de l'image par image et de l'illusion de mouvement pour pouvoir le recréer.

---

<sup>72</sup> Témoignage tirés des bilans des enseignants ayant participé aux Parcours Animés

<sup>73</sup> Entretien avec Martine Lepeltier réalisé le 25/06/10, voir annexe 2

<sup>74</sup> Entretien avec Martine Lepeltier réalisé le 25/06/10, voir annexe 2

Mais ces derniers doivent également mener une réflexion sur le sens qu’auront leurs images – comment assembler les images pour créer du sens ? – et cette réflexion les amènera à développer un processus de création artistique. Pour Gaël Abegg-Gauthey, le médium de l’animation est particulièrement adapté à cette réflexion : « Les enfants vivent déjà avec l’image dans leur quotidien, mais n’en n’ont pas forcément conscience. Le fait d’utiliser l’animation comme initiation à l’art, c’est important parce que ça leur fait prendre conscience de la difficulté de la création et c’est vraiment une bonne école pour apprendre à faire des choix »<sup>75</sup>.

## **Section II : Comment pérenniser et développer les actions mises en place en utilisant la dynamique existante sur le territoire annecien ?**

### **I) Les enjeux du développement de l’éducation à l’image sur le territoire de Haute-Savoie**

Quels sont les enjeux du développement de l’action d’éducation à l’image en Haute-Savoie ? Comme nous l’avons vu, le territoire annecien, et plus largement le département de Haute-Savoie, bénéficie d’un grand intérêt des acteurs pédagogiques et culturels pour cette action. De nombreux dispositifs existent mais l’action reste inégale sur le département, avec un important décalage entre les villes-centres et le reste du territoire. Face à la dynamique existante et au fort potentiel de l’éducation à l’image, l’enjeu est donc de trouver les moyens de développer et pérenniser cette action sur l’ensemble du département.

Cependant, la principale difficulté réside dans le manque de moyens qui permettraient ce développement. En effet, les principaux acteurs actuels de l’éducation artistique et culturelle – les collectivités, l’Inspection Académique et les structures culturelles – sont déjà investis dans des actions d’éducation à l’image. Il semble difficile pour eux, dans le contexte actuel, d’augmenter les ressources et les moyens de ces dernières. Un tel développement de cette politique semble difficilement envisageable et n’apporterait pas forcément les réponses

---

<sup>75</sup> Gaël Abegg-Gauthey, intervenant professionnel. Témoignage recueilli pour le reportage *A la découverte des Parcours Animés*, réalisé dans le cadre de mon stage.

appropriées. L'enjeu est donc de réussir à trouver des moyens nouveaux qui permettraient l'élargissement et la pérennisation de l'éducation à l'image sur le département.

Aujourd'hui, des enseignants sont largement impliqués dans cette action. Ce sont des enseignants qui ont déjà participé avec leur classe à des projets d'éducation à l'image, qui ont observé le potentiel pédagogique de ces activités, qui se documentent et mènent une réflexion sur l'animation et sur le développement de projets artistiques pédagogiques. Mais surtout, ces enseignants souhaitent et tentent de continuer à travailler sur l'image animée en classe en développant de nouveaux projets seuls. Nadia Talah, directrice de l'Atelier AAA observe ce phénomène : « Il y a une partie des enseignants qui sont passionnés de cinéma d'animation, ou qui deviennent passionnés de cinéma d'animation et qui ont envie de créer ça, de continuer à en faire en classe avec les élèves. [...] Donc on leur dit comment s'équiper à moindre coût, on les dirige vers des logiciels abordables ou gratuits. On reste à leur disposition pour des conseils s'ils en ont besoin »<sup>76</sup>.

Si un développement à la charge des collectivités et des structures culturelles paraît difficile et que de nouveaux moyens semblent nécessaires, il serait intéressant de pouvoir se servir de cette implication et de cet intérêt des enseignants en leur permettant de mettre en place eux-mêmes des projets d'éducation à l'image. Le développement et la pérennisation de cette action seraient-ils alors possible ? Quels seraient les ressources, les outils et les dispositifs nécessaires ? En quoi cela répondrait-il aux enjeux du développement de l'éducation à l'image sur le département ?

## **II) Pistes de réflexion pour un nouveau type d'action de sensibilisation**

La nature même de l'animation permet de réaliser des initiations à l'image par image simples et nécessitant peu de moyens. Miser sur la dynamique existante au sein des équipes pédagogiques paraît donc une piste plausible. Nous prendrons ici l'exemple de plusieurs enseignants de classes d'école primaire qui ont imaginé différents exercices de réalisation de séquences animées en utilisant simplement la webcam de l'ordinateur de la classe et un simple logiciel de diaporama photographique (photo de classe avec les élèves qui apparaissent

---

<sup>76</sup> Entretien avec Nadia Talah réalisé le 28/06/10, voir annexe 2

un par un, objet se déplaçant sur un bureau, etc.). Ces expériences permettent une initiation basique mais pertinente à l'image animée et montrent bien que le développement d'actions d'éducation à l'image par l'enseignant est possible.

Cependant, si l'on souhaite permettre la mise en place de projets d'initiation plus approfondis, il faut pouvoir proposer aux enseignants un certain accompagnement, mais surtout mettre à leur disposition des outils efficaces et facilement utilisables. Dès lors se pose la question du dispositif à mettre en place sur le territoire pour pouvoir toucher l'ensemble des enseignants.

La première étape viserait à encourager la prise d'initiative des enseignants en mettant à leur disposition les outils nécessaires au développement de projets : ordinateurs adaptés, logiciels de montage et logiciels spécialisés pour l'animation, appareils photographiques, etc. Mais ces outils permettant la réalisation d'une séquence animée doivent nécessairement être accompagnés par des formations et par un ensemble de ressources facilitant leur prise en main et leur utilisation. Ressources et formations devront également permettre d'accompagner les enseignants dans leur réflexion sur la mise en place du projet pédagogique.

Un ensemble de documentations pédagogiques existe d'ors et déjà. Mises en place par des acteurs culturels comme Citia, l'Atelier AAA ou l'Equipée<sup>77</sup>, ces ressources documentaires, ressources en ligne ou par cd-rom, conseillent et guident l'enseignant dans la mise en place de projet et l'aident à acquérir les connaissances suffisantes pour pouvoir sensibiliser les élèves au cinéma d'animation. De même, des formations existent et sont délivrées aux enseignants participants à certains projets d'éducation à l'image, notamment dans le cadre du dispositif Animage proposé par Citia. L'important est donc de mettre en commun et de structurer cet accompagnement, mais également de communiquer auprès des enseignants sur les expérimentations possibles et les outils mis à leur disposition.

L'existence d'un portail internet de l'éducation à l'image est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante pour maintenir une dynamique autour des projets d'éducation à l'image. De tels sites internet existent<sup>78</sup>, et s'ils permettent de communiquer autour de l'éducation à l'image et de regrouper ressources et informations, ils ne permettent pas un accompagnement

---

<sup>77</sup> L'Equipée est une association visant à promouvoir et développer le cinéma d'animation. Située à Bourg-les-Valence, elle prend place au sein de la Cartoucherie, nouveau centre du cinéma d'animation regroupant les studios Folimage, l'école de la Poudrière et l'association l'Equipée.

<sup>78</sup> A l'image du site [www.animanum.com](http://www.animanum.com) mis en place par Citia

adapté des enseignants dans leur développement de projets. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place un réseau actif autour de l'éducation à l'image à l'échelle départementale. Regroupant des enseignants ressources et animé par les acteurs culturels et pédagogiques du territoire, ce réseau permettrait un accompagnement adapté des enseignants souhaitant développer un projet pédagogique en favorisant les échanges autour des expériences menées et en organisant la circulation des outils sur le territoire.

Ces pistes de développement de l'action d'éducation à l'image sur le département de Haute-Savoie, proposées en guise d'ouverture à l'analyse de cette politique, ne résolvent pas pour autant le problème des moyens liés à la mise en place du type de dispositif proposé. Cependant, penser l'éducation à l'image à travers les initiatives et l'engagement des enseignants permet d'aborder cette action sous un nouvel angle et donc d'envisager un type de financement différent. En effet, plutôt que de se diriger vers le développement de nouveaux parcours ou stages, et donc vers l'accumulation de dispositifs aux financements lourds, encourager les initiatives des enseignants permet de développer une action d'initiation complémentaire aux projets proposés par les structures. De plus en plus de collectivités territoriales s'intéressent aux actions d'éducation à l'image. La Communauté d'Agglomération d'Annecy réfléchit aux moyens de prendre en charge la mission d'éducation artistique et culturelle des communes. L'ODAC<sup>79</sup> s'investit de plus en plus dans de telles actions, à l'image de sa participation nouvelle au Festival Anima-J. Il serait donc intéressant de réfléchir à la mise en commun des efforts des collectivités dans ce domaine, qui permettrait la mise en place d'un dispositif de réseau d'accompagnement des enseignants bénéficiant à l'ensemble des établissements du territoire (écoles, collèges, voire lycées), et qui serait supporté par les différentes collectivités impliquées, partageant ainsi les coûts du dispositif.

---

<sup>79</sup> Office Départemental des Affaires Culturelles, organisme du Conseil général de Haute-Savoie



## Conclusion

Par ce travail, nous avons pu observer et analyser le secteur du cinéma d'animation à travers différents angles d'action et niveaux d'interventions. Afin de replacer mon stage dans le contexte au sein duquel évolue l'Établissement Public de Coopération Culturelle Citia, nous avons abordé l'animation à travers les angles historique, culturel et économique, au niveau national et local. Sans faire un panorama exhaustif de ce secteur, nous avons mis en lumière les éléments qui agissent sur l'action ou sont pris en compte dans la mission de la Cité de l'Image en mouvement d'Annecy. Puis nous nous sommes intéressés à une action particulière développée sur le territoire, l'éducation à l'image.

Citia est une structure qui évolue dans un contexte territorial favorable. La ville d'Annecy, et plus largement la région Rhône-Alpes, sont des territoires riches et actifs, tant en termes économiques qu'en termes de politiques publiques. La culture y est très développée, et Annecy a essentiellement centrée sa politique culturelle sur les grands établissements et les grands événements. Le fait que la compétence culturelle soit transférée à la Communauté d'agglomération témoigne d'ailleurs de cette tendance.

La structure organisatrice du Festival international du film d'animation prend aujourd'hui une place importante au sein d'un secteur particulièrement développé en France. Une forte culture cinématographique et un fort soutien du secteur de la part du CNC et des collectivités font de l'animation française une industrie culturelle très active. Celle-ci a développé un savoir-faire et une production de grande qualité. Elle est reconnue à travers le monde et arrive donc à maintenir un volume de production conséquent.

La région Rhône-Alpes est également un territoire où le cinéma et l'image animée sont particulièrement développés, ce qui a permis la mise en place en 2005 du pôle de compétitivité Imaginove. Ce cluster tente d'accompagner les industries culturelles du multimédia et de l'image animée dans leur développement et leurs mutations, notamment en travaillant à la transversalité de ces secteurs. Car le secteur de l'animation est aujourd'hui en pleine mutation, avec la diversification des productions et le développement d'une approche dite de « cross-média ». Les acteurs et entreprises doivent évoluer, à l'image d'Annecy, pôle local historique du cinéma d'animation, aujourd'hui en pleine mutation. En effet, autrefois

simple festival célébrant l'art du cinéma d'animation, l'événement s'est peu à peu transformé pour devenir l'événement mondial des professionnels et passionnés de l'animation, en s'adaptant aux nouveaux enjeux de ce secteur. Ainsi, la mise en place de l'EPCC Citia et d'une nouvelle action globale traduit la volonté, pour ce pôle, d'évoluer et d'accompagner les mutations actuelles de cette industrie culturelle et de cet art qu'est l'animation.

Citia a été mise en place en 2006 dans le but de développer l'action du festival et de permettre la création d'un pôle culturel et économique autour de l'animation. Parallèlement à sa principale mission de gestion du festival, cette structure mène donc une politique globale de soutien au secteur du cinéma d'animation en multipliant les actions à travers les trois axes que sont l'économie, la formation/recherche, et la culture. Comme nous avons pu l'observer, l'EPCC semble être une forme de structure adaptée au développement d'un pôle, grâce à sa légitimité et ses moyens importants, qui lui donnent du poids dans sa relation avec les partenaires et dans la mise en place d'actions variées.

Depuis son passage en EPCC, la Cité de l'Image en mouvement a notamment mis en place une action d'éducation à l'image que j'ai pu analyser dans le cadre de mon stage. Mais il était intéressant, dans le cadre de ce mémoire, de mettre en perspective cette mission avec l'ensemble des actions développées sur le territoire. En effet, cette mission est développée dans le cadre d'une importante politique d'éducation artistique et culturelle sur le territoire annecien, qui fait écho à une dynamique plus large sur le département.

Nous avons observé que les actions d'éducation à l'images peuvent aujourd'hui bénéficier d'un certain apport du pôle culturel. La mise en place d'une politique globale visant à créer un pôle a permis une volonté politique forte dans le développement de telles actions et a donc eu un effet déclencheur. Ainsi, Citia a eu la légitimité et les moyens nécessaires à la mise en place de ce projet, mais également pour travailler en partenariat avec d'autres acteurs de l'éducation à l'image au développement d'autres projets. En effet, la création de Citia a permis de se saisir de l'intérêt de la population et de la dynamique territoriale suscités par le festival. Elle a également eu l'avantage de pouvoir travailler sur le long terme au développement d'une telle action.

Mais cette dynamique et cette émulation autour de l'éducation à l'image restent fragiles. Il est donc important de réfléchir à de nouveaux moyens pour s'en saisir et pour développer l'action existante sur l'ensemble du département.

A travers ce travail d'observation des différentes actions menées autour de l'animation à Annecy, nous avons tenté d'analyser les apports d'un pôle culturel et économique sur une action culturelle précise. L'existence d'un pôle dans un secteur culturel permet de se saisir d'un potentiel existant – événement important, intérêts des populations et des acteurs, volonté politique – et de créer une dynamique sur le territoire autour de ce secteur.

Un pôle culturel n'est pas un statut, une forme juridique. C'est une idée, une volonté des acteurs politiques, culturels ou associatifs. Celle-ci va se matérialiser à travers un discours des acteurs sur le pôle. Mais loin d'être complètement fictive, cette « idée » de pôle permet de regrouper différentes actions autour d'un même domaine d'intervention, et donc de créer un projet global, qui va apparaître clair, riche et structuré aux yeux des différents acteurs et des populations. L'enjeu va justement être de réussir à mobiliser ces acteurs et d'encourager l'échange et la coordination des actions dans un objectif commun. Ainsi, l'existence du pôle permettra de faire interagir les différentes actions développées sur le territoire et donnera plus de poids et de légitimité aux projets.

A Annecy, les différentes actions de médiation, de formation, et de soutien économique forment un projet global autour du festival et du marché du film. Mais la collaboration et les échanges entre les acteurs du territoire restent insuffisants pour pouvoir mener, avec l'ensemble des partenaires, une politique globale autour du cinéma d'animation. Le pôle est centré sur l'action de Citia et ses apports restent donc limités.

A travers l'analyse des actions d'éducation à l'image sur le territoire annecien, nous avons tenté d'appréhender une action dans sa globalité tout en mettant en lumière les particularités du territoire et des acteurs influant sur cette dernière. Nous avons replacé cet ensemble d'actions dans le contexte de la politique d'éducation artistique et culturelle menée à Annecy.

Nous avons observé les acteurs impliqués et les projets d'éducation à l'image mis en places. L'analyse des enjeux de l'action et des intérêts du pôle culturel pour cette politique nous a amené à interroger les fragilités et les lacunes menaçant cette politique à Annecy. Et cette approche nous a permis de mener une réflexion sur le potentiel de l'action d'éducation à l'image sur le territoire, et de proposer des pistes de réflexion pour un développement pertinent.

En effet, forte d'une importante politique d'éducation artistique et culturelle, de nombreux acteurs impliqués et enseignants intéressés, l'éducation à l'image sur le territoire

annecien est aujourd'hui dans une situation ambivalente. Il existe une dynamique et un potentiel qui permettraient d'aller plus loin et de mettre en place un dispositif solide sur l'ensemble du département. Mais cette évolution est difficilement envisageable faute de moyens, au regard du net recul de l'Education Nationale sur l'éducation artistique et culturelle et de la remise en cause actuelle de la politique culturelle des collectivités territoriales.

Dans le département de Haute-Savoie, l'enjeu est aujourd'hui de réussir à regrouper les différents acteurs et les collectivités territoriales autour de l'éducation à l'image. Il est nécessaire que ces derniers mènent un travail commun dans le but d'élargir et de pérenniser cette action sur le territoire.

La démocratisation culturelle est un effort continu. Il est nécessaire de travailler à la médiation des arts et des cultures en tentant de toucher l'ensemble de la population. Mais cet objectif de démocratisation est aujourd'hui controversé, son échec proclamé. Pourtant, les efforts de médiation sont toujours plus nombreux et protéiformes. La médiation culturelle a élargi le simple objectif de démocratisation pour tenter de mêler sensibilisation artistique et valorisation de l'ensemble des expressions personnelles. L'objectif est donc aujourd'hui, plus que de transmettre, d'éveiller la curiosité de chacun, notamment à travers la pratique artistique, afin de pouvoir devenir acteur d'une culture qui se construit. L'éducation artistique et culturelle est pour cela primordiale et doit continuer à être développée dans cet objectif d'ouverture.

# Bibliographie

## Ouvrages

BOUQUILLION Philippe (dir.). *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008

AUTISSIER Anne-Marie (dir.). *L'Europe des festivals : de Zagreb à Edimbourg, points de vue croisés* Toulouse : Éditions de l'Attribut, 2008

## Articles

SAEZ Jean-Pierre. *Culture, musées et intercommunalité* [en ligne]. Disponible sur <http://www.couac.org/Culture-musees-et-intercommunalite> (consulté le 17/07/10)

DESCHAMPS François. *Culture et intercommunalité : le cas d'Annecy* [en ligne]. Disponible sur [http://www.lettreducadre.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/39002/TPL\\_CODE/TPL\\_ACTURES\\_FICHE/PAG\\_TITLE/Culture+et+intercommunalit%E9+:+le+cas+d'Annecy+/2105-fiche-article-de-newsletter.htm](http://www.lettreducadre.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/39002/TPL_CODE/TPL_ACTURES_FICHE/PAG_TITLE/Culture+et+intercommunalit%E9+:+le+cas+d'Annecy+/2105-fiche-article-de-newsletter.htm) (consulté le 17/07/10)

## Documentations

BORDEAUX Marie-Christine, *Education artistique et culturelle. L'exemple d'Annecy, 2005*.

Brochure de présentation de l'EPCC Citia

Bilans des enseignants ayant participé aux Parcours Animés

## **Mémoires**

PASQUIER Elisabeth. *Le secteur du film d'animation en France*. Lyon : IEP de Lyon, 2004

## **Travaux universitaires**

JOURDAIN Elsa, PIGNAUD Léo. *Quelle politique pour l'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire ?* St Martin d'Hères : IEP de Grenoble, 2008

## **Documents vidéo**

*A la découverte des Parcours Animés*, reportage réalisé par Citia

## **Sites Internet**

INSEE

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=FSR10>

Consulté le 15/07/10

Région Rhône-Alpes

<http://www.rhonealpes.fr/160-cinema-et-audiovisuel.htm>

Consulté le 15/07/10

CNC

<http://www.cnc.fr>

Consulté le 20/07/10

Blog Cinéma

<http://www.vod-news.net/article-35014325.html>

Consulté le 22/07/10

<http://www.50ans.culture.fr/50ans/cinema/1>

Consulté le 20/07/10

<http://www.imaginove.fr/>

Consulté le 14/04/10

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>Partiel : Analyse territoriale et sectorielle du contexte de la structure Citia</b> .....	<b>10</b>
<b>Chapitre I. Territoire et politique culturelle</b> .....	<b>11</b>
Section I : Un territoire particulièrement développé .....	11
I) Une région riche et active .....	11
II) La ville d'Annecy.....	11
Section II : La politique culturelle locale.....	12
I) La compétence culturelle transférée à la communauté d'agglomération .....	12
II) La priorité donnée aux grands établissements et aux grands événements .....	13
<b>Chapitre II. Le secteur de "l'image animée"</b> .....	<b>15</b>
Section I : Le cinéma historiquement ancré dans la culture française : un secteur fort et soutenu .....	15
I) Le 7 <sup>ème</sup> art lié à l'identité culturelle française .....	15
II) Un fort soutien aux activités et productions cinématographiques .....	16
Section II : L'industrie du cinéma d'animation en France .....	17
I) Le développement d'une industrie culturelle forte et atypique .....	17
II) Un savoir-faire reconnu .....	18
III) Les productions de films d'animation aujourd'hui.....	19
IV) Un soutien nécessaire au secteur .....	20
Section III : La situation locale du secteur de l'image animée .....	21
I) Le pôle de compétitivité Imaginove .....	21
II) La question des mutations et de la transversalité des industries culturelles de l'image.....	22
III) Annecy et le cinéma d'animation : un pôle local historique en pleine mutation.....	24
<b>PartielII : Rapport sur la structure Citia et les missions de stage</b> .....	<b>27</b>
<b>Chapitre III. Citia, Cité de l'Image en mouvement d'Annecy</b> .....	<b>28</b>
Section I : Présentation de la structure et de son fonctionnement.....	28
I) La mise en place de l'EPCC Citia.....	28
II) Le fonctionnement de ce nouvel établissement .....	30
Section II : Les différentes missions de Citia.....	31
I) Le Festival : événement majeur et activité centrale de la structure .....	31
II) La mission de Citia : développer l'activité de l'image animée sur le territoire.....	33
III) L'EPCC, une forme juridique adaptée au développement d'un pôle ?.....	34
<b>Chapitre IV. Mon stage au sein du service Espaces créateurs et jeune public</b> .....	<b>36</b>
Section I : Mission Work In Progress .....	36
I) L'organisation d'un événement naissant au sein d'un festival d'envergure internationale.....	36
II) La gestion de l'événement pendant le festival .....	38
Section II : Mission Education à l'image.....	39
I) Le suivi des activités d'éducation à l'image menées tout au long de l'année .....	39
II) L'organisation du festival scolaire Anima-J.....	40
III) Le bilan de la mission d'éducation à l'image .....	41
<b>PartielIII : L'éducation à l'image à Annecy : enjeux de développement</b> .....	<b>43</b>
<b>Chapitre V. Etat des lieux de l'éducation à l'image à Annecy : histoire, développement et situation actuelle</b> .....	<b>44</b>
Section I : Le développement d'une action forte dans le domaine de l'Education Artistique et Culturelle.....	44
I) Les Parcours Culturels de la Ville d'Annecy.....	44
II) Une dynamique plus large sur le territoire .....	46



Section II : L'apport du pôle culturel dans le développement d'une action d'éducation à l'image .....	47
I) Volonté politique et effets déclencheurs.....	47
II) L'apport d'un EPCC sur le développement des actions.....	48
III) L'intérêt suscité par le Festival international du film d'animation.....	49
Section III : L'éducation à l'image à Annecy : un fort potentiel mais un développement difficile .....	50
I) L'apparition d'une certaine émulation autour de l'éducation à l'image.....	50
II) L'éducation à l'image et la politique de l'Education Nationale .....	51
III) Une situation fragile et un développement difficile.....	52
<b>Chapitre VI. Les enjeux de l'éducation à l'image en Haute-Savoie : comment pérenniser et développer une démarche d'éducation artistique et culturelle sur un territoire ? .....</b>	<b>54</b>
Section I : L'intérêt particulier de l'animation dans une démarche d'éducation à l'image : se saisir d'un potentiel pour dépasser la simple initiation à l'art .....	54
I) Aller plus loin que la sensibilisation artistique.....	54
II) Développer une pédagogie de projet pertinente .....	56
III) Apporter une réflexion sur l'image.....	57
Section II : Comment pérenniser et développer les actions mises en places en utilisant la dynamique existante sur le territoire annecien ? .....	58
I) Les enjeux du développement de l'éducation à l'image sur le territoire de Haute-Savoie.....	58
II) Pistes de réflexion pour un nouveau type d'action de sensibilisation .....	59
<b>Conclusion.....</b>	<b>62</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>66</b>
<b>Table des matières.....</b>	<b>69</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>71</b>
<b>Annexe 1 : Organigramme des services de Citia .....</b>	<b>72</b>
<b>Annexe 2 : Retranscriptions des entretiens .....</b>	<b>73</b>

# Annexes

Annexe 1 : Organigramme des services de Citia

Annexe 2 : Retranscriptions des entretiens